

Inter-réseaux

Développement rural



RAPPORT ANNUEL

2014



32 rue Le Peletier 75009 Paris - France

Tél. (+33) 01 42 46 57 13

E-mail : secretariat@inter-reseaux.org

09 BP 1571 Ouagadougou 09 - Burkina Faso

Tél. (+226) 25 36 15 57

Site : <http://www.inter-reseaux.org>

Sigles et abréviations

AF	Agriculture familiale
AFD	Agence française de développement
Afdi	Agriculteurs français et développement international
AG	Assemblée générale
Agter	Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles
AIAF	Année internationale de l'agriculture familiale
AO	Afrique de l'Ouest
Apess	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en savane
AVSF	Agronome et vétérinaires sans frontières
BDV	Bulletin de veille
BDS	Bulletin de synthèse
C2A	Commission agriculture et alimentation
CA	Conseil d'administration
CCFD	Comité catholique contre la faim et pour le développement
CEF	Conseil à l'exploitation familiale
CFSI	Comité français pour la solidarité internationale
Cirad	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
Cito	Carrefour International du Théâtre de Ouagadougou
CNCR	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux
CPF	Confédération paysanne du Faso
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale
DPO	Division du partenariat avec les ONG de l'AFD
Ecowap	Politique agricole de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest
Farm	Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde
Fert	Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la terre
GDS	<i>Grain de sel</i>
Graf	Groupe de recherche et d'action sur le foncier
GRDR	Groupe de recherche sur le développement rural
Gret	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
GT	Groupe de travail thématique
GWI	<i>Global Water Initiative</i>
IED Afrique	Innovations Environnement Développement
Ifpri	<i>International Food Policy Research Institute</i>
Ipar	Initiative prospective agricole et rurale
IR	Inter-réseaux Développement rural
Iram	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
Jade Burkina	Journalistes en Afrique pour le développement - Burkina
OP	Organisation paysanne
Pafo	<i>Pan African Farmers Organizations</i>
Pos	Plan d'orientation stratégique
Reca	Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger
RBM	Réseau Bilital Maroobé
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SE	Secrétariat exécutif
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

Sommaire

RAPPORT D'ACTIVITES 2014	4
RAPPEL DU CADRE GENERAL D'INTERVENTION : LE POS	5
La finalité et la mission d'Inter-réseaux rappelées et précisées	5
Les grands axes de la réforme de 2012 d'Inter-réseaux	5
Les axes de travail d'Inter-réseaux.....	6
Liste des membres d'Inter-réseaux en 2014	6
Revue à mi-parcours du POS.....	7
1. AXE INFORMATION	7
1.1. Rappel du résultat attendu	7
1.2. Activités réalisées.....	8
Veille sur les actualités du développement rural en Afrique.....	8
Alimentation quotidienne du site web.....	8
Refonte du site web	8
Envoi de lettres d'information, les Bulletins de veille	9
Les Bulletins de Synthèse (BDS)	9
Publication de la revue <i>Grain de sel</i>	10
1.3. Quelques indicateurs concernant l'Axe 1	12
Fréquentation du Site web d'Inter-réseaux	12
Diffusion des différents Bulletins de veille	12
Diffusion de <i>Grain de sel</i>	12
Référencement d'IR sur le net	13
2. AXE GROUPES DE TRAVAIL THEMATIQUES.....	14
2.1. Rappel du résultat attendu	14
2.2. Activités	14
GT Financement de l'agriculture	14
GT Accès au marché	16
GT OP et Politiques agricoles.....	17
GT Conseil et services agricoles.....	19
GT Agriculture familiale.....	19
Autres thématiques abordées en 2014	19
2.3. Quelques indicateurs concernant l'Axe 2	20
Indicateurs de réalisation	20
Référencements des travaux réalisés sur les GT	20
3. AXE RESEAU	21
3.1. Rappel du résultat attendu	21
3.2. Activités	22
Renforcement des alliances et partenariats au sein du réseau	22
Développement du réseau	24
Révision et adaptation des outils et supports du réseau.....	27
3.3. Quelques indicateurs concernant l'Axe 3	27
Indicateurs de réalisation	27
4. ÉLÉMENTS RELEVÉS PAR LA REVUE A MI-PARCOURS DU POS CONCERNANT LES TROIS AXES D'ACTIVITES	27
4.1. Pour l'axe information.....	27
4.2. Pour l'axe Groupe de travail	28
4.3. Pour l'axe Réseau	29

5. LA VIE ASSOCIATIVE D'INTER-RESEAUX	29
5.1. L'Assemblée générale	29
5.2. Le Conseil d'administration	30
5.3. L'équipe du secrétariat exécutif	31
5.4. L'engagement des bénévoles.....	32
RAPPORT FINANCIER 2014	33
1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2014	34
1.1. Bilan Actif	34
1.2. Bilan Passif.....	34
1.3. Compte de résultat	35
1.4. Certification du commissaire au compte.....	36
1.5. Résultat de l'exercice 2014	37
2. PRESENTATION ANALYTIQUE DU BUDGET 2014.....	37
2.1. État des emplois pour l'exercice 2014.....	37
2.2. État des ressources pour l'exercice 2014.....	38
2.3. Valorisation du bénévolat	39
ANNEXES	40
ENQUETE DE SATISFACTION AUPRES DES ABONNES AUX PUBLICATIONS ELECTRONIQUES D'INTER-RESEAUX.....	41
SYNTHESE DU RAPPORT DE LA REVUE A MI-PAROURS DU PLAN D'ORIENTATION STRATEGIQUE 2012-2016	47
PRESENTATION DES MEMBRES INSTITUTIONNELS D'IR EN QUELQUES MOTS	56

**Le présent rapport a été approuvé
par l'Assemblée générale annuelle d'Inter-réseaux le 8 juin 2015**

Inter-réseaux

Développement rural

RAPPORT D'ACTIVITES 2014



RAPPEL DU CADRE GENERAL D'INTERVENTION : LE POS

Au cours de la fin 2011 et du début de 2012, les membres de l'AG, du Conseil d'administration et de l'équipe du secrétariat exécutif se sont mobilisés pour définir et valider un Plan d'orientation stratégique (Pos) pour la période 2012-2016. La version finale du Pos¹, construite suite à l'AG extraordinaire de janvier 2012 et validée par l'Assemblée générale du 12 juin 2012 a servi de cadre général pour structurer les activités de l'année 2014.

Une revue à mi-parcours du Pos a été réalisée au premier semestre 2014 avec une présentation de ce travail lors de l'AG annuelle. Les résultats de cette revue sont présentés dans la partie 5 du présent rapport.

LA FINALITE ET LA MISSION D'INTER-RESEAUX RAPPELEES ET PRECISEES

Il s'agit d'accompagner les acteurs du développement agricole et rural dans leur action en faveur des exploitations familiales, de manière à ce qu'elles soient capables de nourrir les populations africaines dans un contexte de développement démographique important et de créer emplois et revenus.

Dans ce contexte, quelle est la mission d'Inter-réseaux ? IR est un réseau multi acteurs au service de ses membres, utile aux acteurs engagés dans le développement agricole et rural, et ayant pour mission de leur faciliter : l'accès à l'information, le dialogue et la mise en débat, la valorisation de réflexions et expériences.

LES GRANDS AXES DE LA REFORME DE 2012 D'INTER-RESEAUX

Les éléments suivants constituent les éléments forts de l'évolution d'IR voulu par les membres et affichés dans le Pos :

1. Élargissement de l'AG dans le sens d'une plus grande adhésion d'organisations afin de constituer une véritable mutuelle de compétences au service du développement rural. Pour cela, la démarche d'ouverture sera continue en accueillant comme membre au sein de l'AG des structures européennes et africaines : ONG, réseaux d'OP, structures d'appui au monde rural, organismes de recherche, etc. Cette diversité d'acteurs sera le gage d'un regard toujours plus riche et varié sur le monde rural et ses problématiques. Cet esprit mutuel sera fondé sur des membres adhérents motivés, disposés à s'impliquer fortement dans l'association, dans l'intérêt collectif du réseau.
2. Renforcement de l'ancrage d'Inter-réseaux au Sud, par : une augmentation de la présence sur place, une ouverture accrue des instances de gouvernance d'IR (AG et Conseil d'administration) aux acteurs africains, des partenariats stratégiques renforcés avec d'autres structures clefs présentes en Afrique, l'extension du territoire d'action aux pays anglophones de l'espace Cedeao, aux pays d'Afrique Centrale et aux pays du Maghreb.

1 Une présentation plus complète du POS est disponible sur le site d'Inter-réseaux : <http://www.inter-reseaux.org/qui-sommes-nous/article/le-nouveau-plan-d-orientation>

3. Redynamisation des Groupes de travail thématiques (GT) qui sont les principaux lieux d'échanges, d'analyses croisées et de capitalisations groupées entre les membres du réseau et où peuvent s'exprimer des positions différentes, voire contradictoires. Ces Groupes de travail constituent un axe fort des orientations à développer. Les membres adhérents d'IR seront fortement impliqués dans l'animation et le pilotage des GT.
4. Développement de services aux membres. IR est au service des membres de son AG : il soutient et valorise les initiatives de ses membres qui entrent dans le cadre de ses missions, il facilite le partage de réflexions, d'expériences et d'expertises entre ses membres. En retour, ceux-ci s'impliquent activement dans le réseau, dans un esprit mutualiste.

Ces grands axes de la réforme contribuent à définir Inter-réseaux comme « un réseau euro-africain, multipolaire, porté par des acteurs stratégiques ». Chaque élément de cette appellation décrit les mutations en cours et scelle un projet d'avenir, détaillé dans ce POS :

- Un réseau euro-africain : ancrage d'IR sur des préoccupations et des dynamiques africaines et internationales ;
- Multipolaire : « décloisonnement » des connaissances et des acteurs, métissage d'acteurs et de points de vue (en particulier les OP, les ONG, la recherche, les praticiens du développement, les partenaires financiers, les décideurs), échanges entre les sociétés civiles du Sud et du Nord ;
- Porté par des acteurs stratégiques : ouverture accrue de l'AG à des organisations européennes et africaines. Cette orientation n'implique pas de minorer le rôle des individus mais bien d'asseoir le réseau sur un socle institutionnel pérenne.

LES AXES DE TRAVAIL D'INTER-RESEAUX

Trois axes majeurs ont été définis dans le Plan d'orientation stratégique pour cadrer le travail d'IR :

1. **L'axe « Information »** pour informer les acteurs du développement agricole et rural de manière à ce qu'ils puissent agir dans leurs environnements sur le plan économique, politique et social.
2. **L'axe « Groupes de travail »** pour créer des espaces de dialogue, pour décloisonner les acteurs et les idées du développement agricole et rural et faciliter les synergies. Dans cet axe seront développés des projets spécifiques, multiacteurs.
3. **L'axe « Réseau »** pour développer, de façon transversale, l'ancrage institutionnel du réseau, en particulier en Afrique, et faire vivre la mutuelle, afin d'être plus proche et davantage au service des membres de l'AG et des acteurs du développement. La notion de « mutuelle » s'appliquant aussi bien aux activités d'IR qu'à sa gouvernance.

LISTE DES MEMBRES D'INTER-RESEAUX EN 2014

Les membres d'IR sont originaires de plusieurs cercles : des réseaux régionaux d'organisations de producteurs ; des ONG d'appui aux producteurs ou intervenants dans le développement rural ; des bureaux d'études ; des réseaux et des think tank

africains ; des structures locales travaillant dans le registre de l'information au monde rural ; des individus membres de l'association IR à titre personnel.

L'association Inter-réseaux rassemble comme membres des personnes physiques (chercheurs, praticiens du développement, consultants, salariés d'ONG ou d'organisations internationales, etc.) et des personnes morales. En 2014, celles-ci sont : Afrique verte international (AVI), Agriculteurs français et développement international (Afdi), Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles (Agter), Association Jade Burkina, Corade, Fert, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm), Groupe de recherche et d'action sur le foncier (Graf), Initiative prospective agricole et rurale (Ipar), Innovation environnement développement Afrique (IED Afrique), Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares), Réseau Billital Marobé (RBM), Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), Service d'appui aux initiatives locales de développement (Said), SNV Afrique de l'Ouest et Centrale, SOS faim Belgique, SOS faim Luxembourg.

Une courte présentation des personnes morales membres d'IR est disponible en annexe du présent rapport ainsi que les coordonnées de leur site web.

REVUE A MI-PAROURS DU POS

En 2014 un travail a été mené avec l'appui d'un consultant extérieur, pour effectuer une revue à mi-parcours du POS. Des éléments de recommandation concernant les trois axes de travail sont présentés dans la partie quatre du présent rapport. Les décisions prises à l'AG à la suite de cette revue sont présentée dans la partie cinq du rapport. La synthèse de la revue à mi-parcours est présentée en annexe.

1. AXE INFORMATION

1.1. RAPPEL DU RESULTAT ATTENDU

Résultat attendu N°1 : Les activités menées sur cet axe doivent permettre aux membres du réseau et aux acteurs du développement rural en Afrique de disposer régulièrement d'une information multi-thématique, complète et synthétique sur l'actualité et les publications des principaux intervenants du milieu.

Garantir un bon accès à l'information suppose des préalables indispensables : la réalisation d'une veille quotidienne complète, un travail de tri, de traitement et de mise en forme, la présentation de différents points de vue et positions afin de permettre un regard critique. Face à la profusion d'informations parfois mal contrôlées voire erronées, il s'avère de plus en plus nécessaire de croiser les analyses et positions des acteurs.

IR diffuse des informations de différentes natures : informations d'actualité relatées dans les médias, informations à « durée de vie » plus longue dans les publications, informations « de première main » constituées des échos des membres du réseau situés sur le terrain, etc.

1.2. ACTIVITES REALISEES

Veille sur les actualités du développement rural en Afrique

La veille a été principalement réalisée, via le web, par l'équipe du SE mais aussi par de la veille auprès des membres en réseau et de la veille « physique » lors d'événements, de rencontres, d'interviews, etc.

Dans le cadre d'un projet réalisé en commun avec trois membres de l'Assemblée générale (IED Afrique, Jade Burkina et Sald), une formation à la veille a été organisée à Dakar début 2014, afin de renforcer les compétences de chacune des organisations y compris le SE d'IR.

Points forts pour 2015

La veille est la base d'une partie de l'axe information et apporte aussi des éléments concernant les sujets développés dans les groupes de travail et réflexions thématiques. Elle sera, bien sûr, poursuivie quotidiennement.

Le renforcement de la partie du SE basée à Ouagadougou, devrait permettre de renforcer la partie « veille physique ».

Alimentation quotidienne du site web

Des informations jugées pertinentes ont régulièrement été mises en ligne, à raison de plusieurs références par jour en moyenne et classées sur le site.

	2012	2013	2014
Nombre de références mis en ligne	1 085	1 135	1 344
moyenne par mois	90	94	112
moyenne par jour	3	+ de 3	+ de 3

Différentes rubriques thématiques sont en place, ont évolué, se sont enrichies au cours de l'année (exemples : Ressources sur l'agroécologie, AIAF).

Refonte du site web

En 2014 a été entamé un travail important de refonte complète du site web avec la volonté :

- 1) d'être plus accessible y compris sur les nouveaux supports types tablettes ou smartphone,
- 2) d'avoir un découpage plus en regard avec les axes majeurs de travail d'IR,
- 3) d'avoir un module de recherche avancé plus performant,
- 4) d'intégrer une partie « privée » réservée aux membres de l'AG,
- 5) de mettre plus en avant les activités de ces membres,
- 6) de mettre plus en avant les réalisations d'IR,
- 7) de permettre que ce site, au-delà des informations qu'il recèle déjà, devienne un outil d'animation interactif pour le réseau.

Points forts pour 2015

Le chantier de refonte du site sera terminé dans le premier semestre 2015 Il pourra être progressivement ajusté en fonction des besoins du réseau.

Envoi de lettres d'information, les Bulletins de veille

Tout au long de l'année, des Bulletins de veille (BDV), généraux et thématiques, des bulletins *Inforiz*, ont été diffusés sur un rythme régulier (presque trois fois par mois) à partir de tout le travail de veille décrit ci-dessus suivi du traitement de cette collecte (et en particulier pour les BDV : sélection des références les plus importantes, présentation par de courts textes). Au total 34 bulletins ont été diffusés en 2014 :

- 22 Bulletins de veille généraux ;
- 1 Bulletin thématique sur le thème « Maputo + 10 » en avril 2014 ;
- 12 Bulletins *Inforiz* diffusés sur une liste spécifique d'abonnés (avec le début d'un partenariat avec SOS Faim en appui à cette publication).

Points forts pour 2015

Ces différents types de produits seront maintenus. IR réalisera des bulletins thématiques en fonction des sujets importants de l'année et des demandes remontant du réseau (bilan AIAF, irrigation, pastoralisme, etc.). Le rythme de diffusion des bulletins de veille généraux et des bulletins *Inforiz* sera maintenu. Le procédé de diffusion va être amélioré, avec la refonte du site web.

Les Bulletins de Synthèse (BDS)

2014 est la première année d'un nouveau partenariat avec SOS Faim Belgique, prévu pour trois ans et consacré à la réalisation des « Bulletins de synthèse – souveraineté alimentaire ».

Cette publication nécessite un travail important de prise de connaissances de documents de référence sur le sujet traité pour pouvoir sélectionner les plus pertinents, mais aussi de recherche de nouvelle information (via des interviews par exemple). Une fois ce travail effectué, la rédaction peut être lancée pour, en 8 pages, présenter un point sur la question abordée en mettant en avant autant que possible les différents points de vue des organisations et acteurs impliqués sur la thématique. La réalisation des BDS inclus une mobilisation de membres du réseau pour apporter leurs connaissances et leurs points de vue sur la question traitée. Ainsi sur les numéros de l'année, c'est jusqu'à dix personnes qui se sont impliquées de façon majeure dans la réalisation.

En 2014 le travail a été mené sur 4 numéros, deux étant parus au 31/12/2014 et les deux suivants devant être diffusés début 2015 :

- N°13 : Les OP en Afrique de l'Ouest dans le contexte d'aujourd'hui : Opportunités et défis.
- N°14 : Pour une approche régionale des enjeux agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest ? Opportunités et difficultés.
- N°15 : Agricultures familiales en Afrique de l'Ouest : Nuancer les affirmations pour faire avancer le débat.
- N°16 : Le paradoxe de l'élevage au Sahel : forts enjeux, faibles soutiens (en partenariat avec l'Apess).

Les numéros 13 et 14 ont aussi reçu l'appui de la coopération Suisse.

Ces bulletins sont diffusés aux abonnés des Bulletins de veille.

Ils sont systématiquement traduits en anglais et diffusés sur la liste d'abonnés aux publications en anglais d'Inter-réseaux.

Des exemplaires sont aussi imprimés pour diffusion au cas par cas.

L'ensemble des bulletins de synthèse est disponible sur le site d'IR, comme tous les autres formats de bulletin.

Points forts pour 2015

La cohérence entre les outils d'informations, que sont au départ les bulletins de synthèse, *Grain de Sel* ou les bulletins de veille thématiques, et les réflexions thématiques sera renforcée. Ainsi ces outils seront, le plus souvent, considérés comme des étapes des cycles thématiques plutôt que comme des canaux de diffusion d'informations séparés des axes de travail majeurs d'IR. Ainsi le thème des jeunes en agriculture sera un thème débattu en 2015 qui pourra être le sujet d'un BDS, d'un Grain de sel, etc.

Publication de la revue *Grain de sel*

En 2014 deux numéros étaient prévus. Même si un seul a été publié, l'équipe et les membres ont travaillé sur deux numéros.

1) N°63-66 : « Agroécologie en Afrique de l'Ouest et du Centre : réalités et perspectives »

Au vu du sujet et du contenu nécessaire le choix a été fait, pour un coût marginal, de réaliser un numéro multiple sur ce sujet important avec un dossier de 43 pages (au lieu de 30 pour un numéro classique).

Nombre de pages total	44	Dont nombre de pages du dossier	43
Nombre d'auteurs et personnes interviewées	45	Dont auteurs et personnes interviewées Sud	19
Nombre d'articles*	21	Dont interviews et portraits	8
Nombre de personnes qui ont été impliquées dans le comité de rédaction			14

* cela inclus les éditoriaux. Dans chaque article peuvent être inclus des encadrés ou différentes infographies ou illustrations.

Le Dossier a été articulé en plusieurs parties :

Editorial

- Agroécologie : quelles opportunités pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ?

Première partie : Eclairages

- « L'agroécologie est la réponse à l'enjeu de produire plus avec moins » par Stéphane Le Foll, ministre français de l'Agriculture
- L'agroécologie, un projet politique pour l'agriculture française
- Un concept pour une diversité d'approches
- Agroécologie : une diversité de définitions et de visions

Deuxième partie : Expériences

- Lutte contre la désertification au Burkina-Faso : opportunités et contraintes
- L'émergence de l'agroécologie au Niger
- Les arbres fertilitaires : base de l'agro-écologie en Afrique ?



- UGCPA : Quand une organisation paysanne élabore une politique agro-environnementale
- Les diverses facettes de l'agro-écologie pour l'UNPCB
- Promouvoir l'agroécologie par la certification bio au Burkina Faso
- De la diffusion des SCV à la promotion de la concertation au Cameroun
- Acquis et défis de l'agriculture de conservation
- Pourquoi de nombreuses pratiques agroécologiques de nos anciens ont-elles disparues ?

Troisième partie : Perspectives

- Quelles contraintes à l'intensification agroécologique ?
- Le Programme Rime-Pampa : des SCV à l'agroécologie
- Regards croisés : quels obstacles à l'agroécologie ?
- Changer d'échelle : expériences du Brésil et d'Amérique centrale
- Comment repenser le changement d'échelle ?
- Le Groupe de Travail Désertification : une réflexion sur les territoires et l'agroécologie

Conclusion

- Agroécologie et changement d'échelle : enjeux politiques et sémantiques

Deux articles de ce numéro étaient d'un format trop long par rapport aux possibilités de la maquette. Les versions longues sont disponibles sur le site d'Inter-réseaux.

Pour réaliser ce numéro, IR a bénéficié de l'appui du Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt et des membres du réseau.

2) N°67 : Numéro sur l'agriculture familiale

Le sujet de ce numéro a été choisi parce que 2014 était l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF).

A la suite des discussions internes et au vu de l'ensemble des rencontres et publications réalisées au cours de l'année 2014, il est apparu plus pertinent de sortir le numéro de façon décalée permettant en particulier de pouvoir tenir compte des tendances qui se sont dégagées durant l'AIAF et de profiter du numéro pour faire un bilan de cette grande initiative.

Le contenu s'articule autour de plusieurs questions prospectives importantes pour les agricultures familiales :

- Quels enjeux cette Année internationale a-t-elle mis en évidence pour les agricultures familiales (AF) ?
- Quelles évolutions et quels défis se présentent pour les AF en Afrique Subsaharienne face à la libéralisation et à l'ouverture des marchés ?
- Quelle sera la capacité des AF à développer des emplois agricoles suffisamment rémunérateurs tout en disposant de structures de production durables et économiquement viables ?
- Dix ans après la Convention de l'ONU, quelles sont les avancées positives (directives volontaires) et les nouvelles menaces (concentration foncière, accaparement) sur le foncier pour les AF ?
- L'AIAF a-t-elle permis - ou va-t-elle permettre - des changements au niveau des politiques publiques, en particulier en Afrique Subsaharienne, qui permettront aux AF de mieux répondre à ces différents défis ?

Le numéro a été lancé en 2014 et sera finalisé au premier semestre 2015.

Pour réaliser ce numéro, IR bénéficie de l'appui du Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt, de la Fondation de France et des membres du réseau.

Points forts pour 2015

En plus de la finalisation du numéro en cours, deux numéros sont planifiés en 2015 dont le premier sur le thème des jeunes en agriculture sera réalisé en partenariat avec le réseau Formation agricole et rurale.

1.3. QUELQUES INDICATEURS CONCERNANT L'AXE 1

Fréquentation du Site web d'Inter-réseaux

Concernant la fréquentation du site web, d'après les statistiques du logiciel *Spip*², avec lequel le site d'IR est construit, en 2014 la moyenne mensuelle est à plus de 40 000 visiteurs uniques³.

Diffusion des différents Bulletins de veille

Diffusion des bulletins par Email	au 31/12/2014	Progression depuis 2012
Abonnés aux BDV généraux, thématiques, OP	10 116	+ 20 %
Abonnés à Inforiz	1 467	+ 34 %
Abonnés aux publications en anglais	1 173	+ 30 %

Diffusion de *Grain de sel*

Sur les quatre derniers numéros les données concernant la diffusion de *Grain de sel* sont les suivantes.

N°	nombre édité	Publipostage*	Nb diffusés en Afrique	Nb diffusé en France	nb de pays où GDS est diffusé
N°57	5 500	5 109	4 097	813	67
N°58	5 250	4 776	4 280	305	68
N°59-62	5 200	4 602	4 003	420	67
N°63-66	5 400	5 202	4 157	855	67

* y compris les envois groupés à certaines organisations membres qui font des commandes particulières en fonction des thèmes des numéros.

En parallèle, *Grain de sel* est également présenté sur le site web d'IR (numéro entier ainsi qu'article par article) et diffusé électroniquement sur la même liste d'envoi que les bulletins de veille, soit à plus de 10 000 personnes ou organisations.

2 Système de publication de contenus libre utilisé pour le site web d'Inter-réseaux

3 Une même personne qui visite le site internet d'Inter-réseaux 2 fois dans la même journée est comptabilisée une seule fois mais une personne qui visite le site 2 fois à plus de 24 heures d'intervalle est comptabilisée comme deux « visiteurs différents ».

Référencement d'IR sur le net

Sur Internet, les référencements traduisent l'impact du travail d'IR sur le web. IR est aujourd'hui référencé sur les sites de différents types d'organisations connectées au Réseau. Cela participe à augmenter la diffusion des productions d'Inter-réseaux. Quelques exemples :

- Réseaux d'OP et du monde rural africain : Reça Niger, Roppa, Fongs, CNCR, Pafo, Synergie Paysannes (Bénin), Fédération des Organisations des Producteurs Agricoles du Congo au Nord-Kivu ;
- ONG, fondations et structures d'appui : SOS Faim, Gret, Afrique verte, CFSI, IED Afrique, Ipar, Farm, AVSF, Agter, Fert, Afdi, Cari, Interaide, PSeau, Fondation de France, Centre d'actions pour l'environnement et le développement durable ;
- Organisations internationales, bailleurs de fonds, Ministères : Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, AFD, Fida, Fao, CTA, Global Water Initiative, Centre d'études et de prospectives (Maaf) ;
- Structures de recherche, de formation et plates formes d'échanges, médias : Cirad, Fidafric, Hub Rural, Gemdev, Global Forum for Rural Advisory Services., Ruralinfos, Innovations et réseaux pour le développement (IRED), Iriss, Agri pro focus, Foncier et développement, groupe travail désertification, Groupe de Bruges, Coraf, Resolis, Société française d'économie rurale, Association Francophone d'Etudes sur le Développement, Radio rurales internationales, Jade productions ;
- Bureaux d'études : Larès Bénin, Bureau Issala, e-Sud ;
- Plates-formes en lien avec les ONG et les collectivités locales : Centraider, Ressources solidaires, Ritimo, Resacoop, Portail de la solidarité, Lianes coopération.

Le site d'IR apparaît également bien placé sur différentes recherches effectuées sur *Google* en français (au 14/05/2015) à partir de quelques mots clés en lien avec le secteur d'activité d'IR.

Mots clés	1 ^{ère} page où le site d'IR est référencé
Agricultures familiales + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
Organisations Paysannes	1 ^{ère}
Organisations Paysannes + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
Agro-écologie + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
Capitalisation + Afrique Subsaharienne	2 ^{ème}
Agriculture + Afrique Subsaharienne	3 ^{ème}
Agricultures familiales + Afrique	3 ^{ème}
Matières premières agricoles + Afrique Subsaharienne	3 ^{ème}
Souveraineté alimentaire + Afrique Subsaharienne	4 ^{ème}
Veille + Afrique Subsaharienne	4 ^{ème}
Agriculture + Afrique	4 ^{ème}

Les mots clés indiqués en gras sont ceux qui apparaissent mieux placés qu'il y a un an

Points forts pour 2015

En renforçant le lien entre les outils d'informations et les réflexions thématiques, les choix des thèmes des BDS, BDV thématiques et GDS seront faits davantage en lien avec le deuxième axe et ils deviendront ainsi des étapes de cycles thématiques.

Avec la mise en place du nouveau site web, un travail spécifique sera fait sur le référencement des différentes publications d'IR et du site.

2. AXE GROUPES DE TRAVAIL THEMATIQUES

2.1. RAPPEL DU RESULTAT ATTENDU

Résultat attendu N°2 : Les activités menées sur cet axe doivent permettre aux membres et aux acteurs du développement rural de travailler et d'échanger sur des thèmes stratégiques pour mutualiser leurs connaissances, améliorer leurs pratiques et formuler des propositions.

Les Groupes de travail (GT) constituent des communautés d'acteurs mutualisant leurs connaissances en vue d'apporter des solutions adaptées aux difficultés qu'ils rencontrent. Autour d'un thème identifié devant faire l'objet de réflexions renouvelées, IR facilite l'émergence de partenariats spécifiques, de valorisation de l'existant, d'analyses et/ou de capitalisation.

Parmi les 5 thématiques prioritaires définies par les membres d'IR (cf. POS), chaque année une priorisation des thèmes est effectuée par les instances de gouvernance.

2.2. ACTIVITES

Les groupes de travail (GT) peuvent prendre des formes plus ou moins détaillées. Le schéma ci-dessous décrit l'ensemble des étapes possibles qui associent à la fois des temps d'échanges et des publications construites avec les acteurs mobilisés.



En fonction des sujets et des opportunités, le format des GT peut être adapté et certaines étapes réalisées dans un ordre différent ou supprimées, ce qui aura pour conséquence de réduire la durée du processus.

IR a avancé, au cours de l'année 2014, sur 5 groupes de travail thématiques (Cf. Pos). Les réalisations ont été amplement différentes en fonction des groupes.

GT Financement de l'agriculture

C'est sous plusieurs formes qu'IR a poursuivi le travail sur le financement de l'agriculture.

♦ **Conférence à l'AFD** : Comme en 2013, a pu être organisée le 28 mars 2014 à Paris à l'AFD une conférence sur le thème : « Comment les organisations paysannes peuvent-elles répondre aux besoins de financement des exploitations familiales ? ». C'est en partenariat avec l'AFD, SOS Faim, Iram et Montpellier SupAgro que cette conférence a été préparée et animée.

SOS Faim a présenté une étude de capitalisation réalisée avec quatre organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest qui sont ses partenaires. Etaient d'ailleurs présents des membres des équipes de ses quatre partenaires (Sexagon du Mali, Fongs du Sénégal, CNOGP de Guinée et les Groupements Naam du Burkina Faso).

La capitalisation a été publiée début 2014. Inter-réseaux avait contribué en 2013 à la réalisation de l'ouvrage.

♦ **Étude Apess** : Dans le cadre du partenariat avec l'Apess, IR a apporté son énergie pour réaliser quatre fiches sur le suivi et l'analyse des dépenses publiques allouées à l'élevage dans 4 pays du Sahel (Sénégal, Mali, Burkina Faso et Niger) ainsi qu'une synthèse sur les dynamiques régionales.

La synthèse qui s'intitule : « Le financement public dans l'élevage au Sahel depuis 10 ans : un double sous investissement » est découpé en plusieurs parties qui sont :

- Comment a évolué le financement public dans l'agriculture et dans l'élevage depuis 10 ans dans les 4 pays sahéliens ?
- Peut-on parler de sous investissement dans l'élevage lié à la tradition ?
- Pourquoi devrait-on investir davantage dans l'élevage sahélien ?
- Pourquoi n'investit-on pas davantage dans l'élevage dans ces pays ?
- Opportunités pour accroître le soutien public à l'élevage

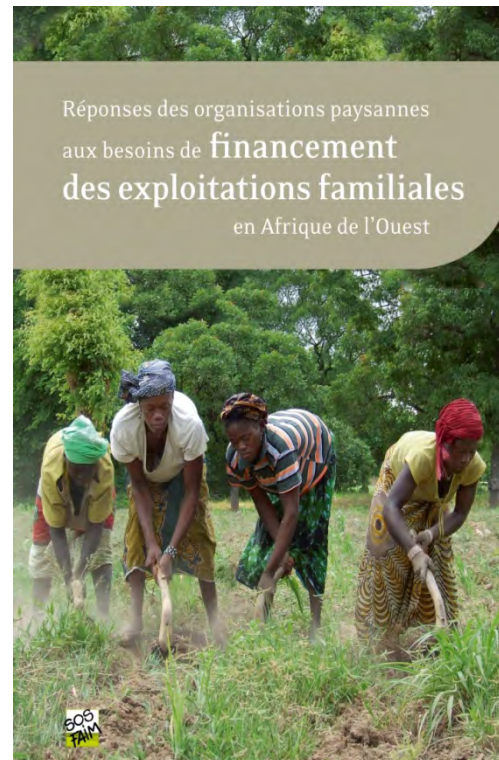
Ce travail commencé en 2013 a été terminé au premier semestre 2014 et a été valorisé par Apess en particulier lors de la rencontre marquant les 15 ans d'Apess fin 2014 au Sénégal.

♦ **Échanges avec Oxfam et campagne Cultivons** : Il est à noter que ce travail s'inscrit également dans la contribution de l'Apess à la campagne Cultivons. Les échanges avec Oxfam sur la thématique du financement sont fréquents et se traduisent par une participation d'IR au groupe de travail de la campagne dédié à ce sujet. Un travail conjoint avec Oxfam au service d'Apess est en cours de réflexion.

♦ **BDV thématique « Maputo + 10 »** : une sélection de références sur la thématique du suivi des dépenses des Etats allouées à l'agriculture a été réalisée en avril 2014.

♦ **Veille** : Par ailleurs dans le cadre de la veille, les questions concernant le financement de l'agriculture sont toujours particulièrement repérées et sont régulièrement retenues pour être dans les bulletins de veille.

♦ **Fiches d'expérience** : En parallèle, un travail de repérage plus « sur le terrain » a aussi permis de réaliser une fiche d'expérience sur le centre de formation sur le warrantage de la Copsac au Burkina. Plusieurs vidéos réalisées, en parallèle par Jade Burkina, ont aussi été finalisées en 2014 et sont sur le site d'Inter-réseaux comme tous les autres produits cités ci-dessus.



GT Accès au marché

Cette année encore, les interventions sur ce thème ont été cadrées par plusieurs projets de capitalisation d'expériences menés avec plusieurs membres d'IR :

♦ **Capitalisation de l'expérience du RBM en matière d'organisation de marchés de bétail.** Inter-réseaux est au côté du RBM sur cette initiative financée par la Fondation de France et qui a commencé en 2014. C'est un chantier qui permet de capitaliser plusieurs formes innovantes de marchés à bétail au Niger, au Bénin, au Sénégal et au Burkina Faso, impliquant les éleveurs dans leur gestion. Le principe est que ce processus de capitalisation soit réalisé par le RBM et ses membres, IR étant positionné comme facilitateur d'une réflexion paysanne. Le programme a été mis en place le processus défini, les sites sélectionnés et un premier atelier est prévu à Fada NGourma (Burkina Faso) en janvier 2015. Des acteurs des marchés béninois, nigériens et sénégalais seront présents pour observer et échanger avec les producteurs et leurs partenaires impliqués dans la vie du marché de cette ville de l'Est du Burkina. RBM, IR et Jade ont préparé cet atelier sur le dernier trimestre 2014.

♦ **En parallèle et de façon plus globale IR et Jade accompagnent le processus général de capitalisation du RBM.** Suite à l'animation par Jade et le SE d'IR en décembre 2013 d'un atelier de formation du RBM à la capitalisation et à la valorisation de leurs expériences et travaux, il est prévu qu'IR et Jade accompagnent et appuient le RBM dans la réalisation de son plan d'action annuel sur la capitalisation.

♦ **Capitalisations « nourrir les villes », avec le Roppa :** Projet d'appui à la promotion des expériences et stratégies de valorisation des produits locaux en Afrique de l'Ouest en lien avec la demande des consommateurs urbains. Inter-réseaux est associé, notamment avec le Roppa, le Gret, le CTA la Fondation de France et le CFSI à une initiative de capitalisation d'expériences de valorisation des produits locaux destinés aux consommateurs urbains. Ce projet, qui de fait rassemble plusieurs initiatives préexistantes et en particulier un projet que pilotait IR⁴, a une ambition régionale et vise à capitaliser des initiatives à la fois des OP mais aussi d'acteurs avuls des filières. IR est particulièrement mobilisé sur la transformation et les maillons suivant la production. Mais IR est aussi partie prenante de l'ensemble du projet avec une implication dans la mise en place d'un appel à capitalisations lancé par le Roppa auprès de ses membres, dans le processus de sélection des propositions ainsi que dans les rencontres régulières qui sont prévues avec les porteurs de capitalisation (une rencontre a ainsi été réalisée en décembre 2014 à Cotonou).

♦ **Capitalisation du programme Adele, avec Jade et Corade :** Inter-réseaux a été chargé de la capitalisation des réalisations du programme Appui au Développement Local à l'Est du Burkina Faso (Adele). Ce programme de la DDC a soutenu depuis plusieurs années le développement de plusieurs filières agricoles (maraîchage, embouche, apiculture) et a renforcé des acteurs locaux de la région de l'Est du Burkina Faso. Dans le cadre de cette capitalisation, IR a réalisé un certain nombre de support de capitalisation : vidéo, pièce de théâtre filmée (avec la mobilisation du Cito), fiches d'expérience, plaquettes de présentation ainsi qu'un rapport de capitalisation. Sur ce projet, Jade a également été mobilisé pour apporter, en

4 Projet intitulé : *Renforcer les stratégies des acteurs valorisant les produits locaux en lien avec les consommateurs urbains au Burkina Faso* co-financé par la Fondation de France et le CFSI qui apportent aussi leur appui au Roppa.

particulier, ses lumières sur le multimédia. La finalisation de ces produits aura lieu au début de 2015. Corade a également apporté son appui à la conception de l'intervention.

♦ **Capitalisations « interprofession », avec le Larès** : Au premier trimestre 2014, le Larès et Inter-réseaux ont déposé un projet dans le cadre de l'appel 2014 du CFSI et de la Fondation de France sur le thème « nourrir les villes ». Ce projet se propose de capitaliser des expériences d'interprofessions de la région. Le travail va commencer en 2015.

♦ **Plateforme de capitalisation des innovations locales et paysannes, avec Iram, AVSF, ...** : La Fondation de France a lancé dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale, une initiative pour rassembler plusieurs types d'acteurs (initialement IR, CFSI, le Groupe Initiatives et le Cirad) autour des notions de capitalisation, de dialogue praticiens-chercheurs (regards croisés) et d'innovations paysannes. 2014 a été une période pilote pour imaginer ce que pourrait représenter à terme une telle initiative. En phase initiale 25 expériences liées à la mise en marché des produits agricoles ont été présentées sous forme de fiches à la mi-octobre 2014 lors d'une rencontre organisée par la Fondation et le CFSI. 2015 doit permettre de fixer les choses en termes d'objectifs, de mode opératoire et d'organisations à impliquer (en particulier côté OP).

GT OP et Politiques agricoles

Sur le thème des politiques agricoles IR a travaillé à plusieurs niveaux : des partenariats, des échanges et des réflexions qui ont pu mener à des publications.

Au cours de l'année, IR a échangé sur les politiques et en particulier sur les politiques régionales (Ecowap) de façon continue, car c'est un thème important pour les acteurs du monde rural de la région Afrique de l'Ouest, et en particulier les 3 réseaux régionaux d'OP que sont le Roppa, le RBM et Apess.

♦ **accompagnement du projet Ecowap/DDC** : IR a contribué dans le cadre du backstopping réalisé avec Ipar et SNV, auprès du projet d'appui à la mise en place de l'Ecowap financé par la DDC⁵, au lancement d'études en lien avec les politiques agricoles et en particulier sur l'élevage, les stocks et réserves, le financement des exploitations familiales et des OP, la problématique des jeunes, etc. Au total c'est 7 études qui sont réalisées dans ce cadre et qui se termineront au plus tard en mai 2015.

♦ **accompagnement du projet Ecowap/Union européenne** : Par l'intermédiaire du projet piloté par le Hub Rural à Dakar et qui s'intitule *Renforcement des capacités de dialogue, d'influence et de mise en œuvre des politiques régionales agro-pastorales et de sécurité alimentaire et nutritionnelle*⁶, IR travaille sur différents sujets en lien avec les politiques avec les trois mêmes réseaux que ceux impliqués sur le projet Ecowap financé par la DDC (Apess, RBM, Roppa).

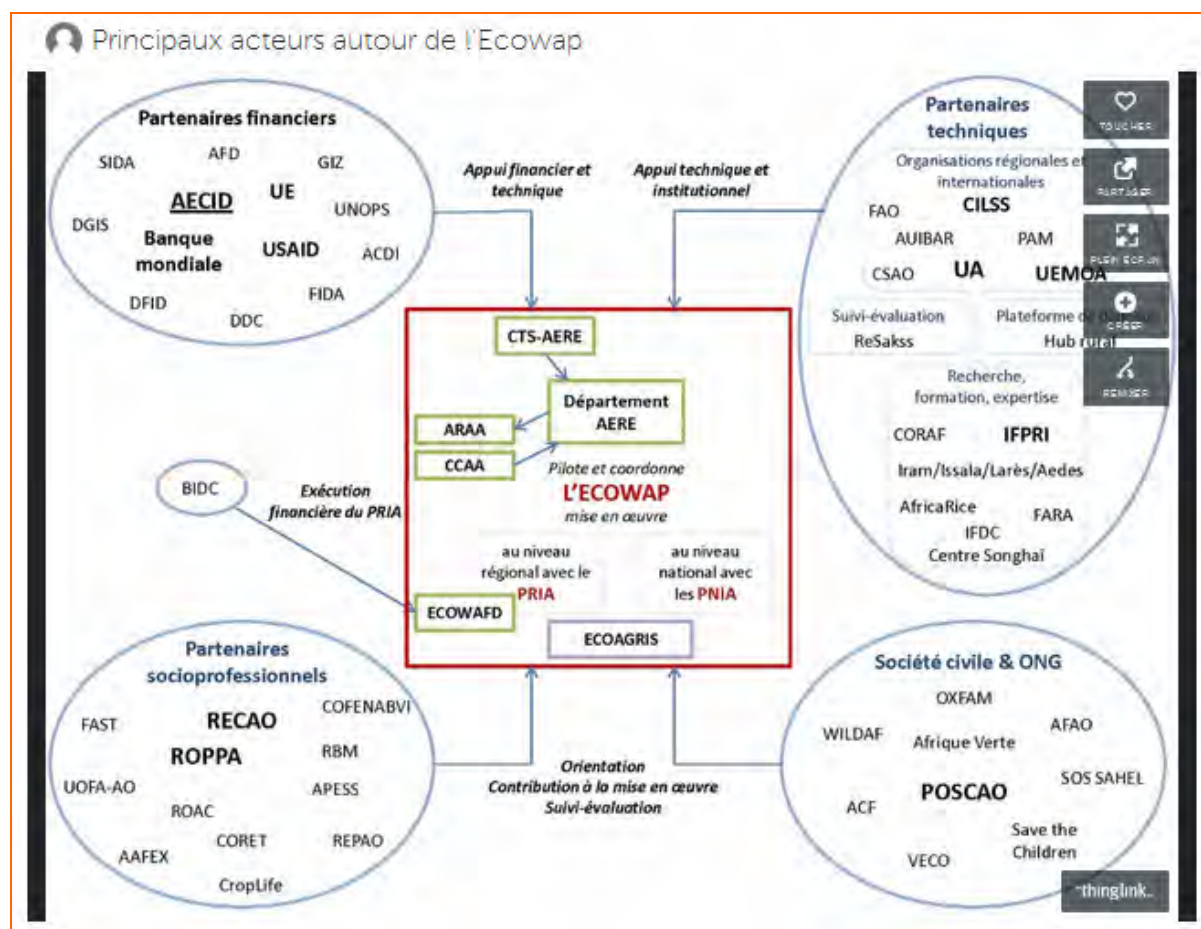
⁵ Backstopping dans le cadre du *Projet d'appui à la mise en œuvre du programme Ecowap* : Cette action d'IR, Ipar et SNV vise à appuyer le conseiller régional qui pilote le projet, apporter un soutien aux trois réseaux d'OP qui sont les premiers bénéficiaires de ce projet (Apess, RBM, Roppa), apporter des éléments sur un volet gestion du savoir et gérer un fonds d'études.

⁶ Ce projet vise à appuyer les trois réseaux régionaux d'OP (Apess, RBM, Roppa), dans leur participation à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques régionales de sécurité alimentaire. IR, partenaire dans le projet, est mobilisé sur diverses activités à la demande des OP (programmation annuelle). Ipar et Oxfam sont aussi partenaires de ce projet.

♦ IR a commencé également un **travail de capitalisation sur la Confédération paysanne du Faso** (CPF) et son implication dans la mise en place de lois concernant le secteur agricole et rural au Burkina. Ce travail est réalisé à la demande de la CPF.

Derrière ces différentes actions, plusieurs supports ont été utilisés pour pouvoir valoriser le travail en réseau :

- Un bulletin de synthèse sur « les dimensions régionales des enjeux et des politiques agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest ».
- Un bulletin de synthèse intitulé : Les organisations de producteurs en Afrique de l'Ouest dans le contexte d'aujourd'hui : opportunités et défis.
- Une cartographie des acteurs mobilisés par l'Ecowap (cf. schéma).

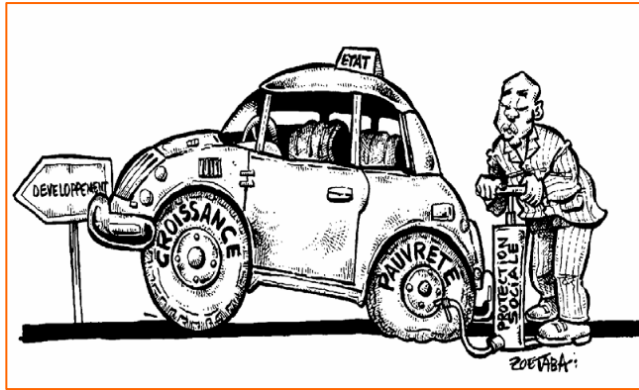


Page d'accueil de la cartographie sur les acteurs de l'Ecowap
En allant sur le nom de chaque organisation on en découvre ses principales caractéristiques.

- En partenariat avec RBM, une autre fiche pédagogique a été réalisée en rapport avec la loi foncière au Niger et s'intitule : *L'implication de la société civile pastorale dans l'élaboration de la loi pastorale au Niger : quels enseignements ?*
- Une émission de radio en cours de préparation pour le Roppa avec Jade Burkina pour permettre de mieux informer les populations dans les pays de la Cedeao des évolutions de politiques régionales.
- Quatre fiches courtes et à visée pédagogique sur la protection sociale : i) Comprendre la protection sociale pour la sécurité alimentaire, ii) Les instruments de la protection sociale pour la sécurité alimentaire, iii) Les obstacles

à la protection sociale contre la faim : vrais défis et faux problèmes, iv) Protection sociale pour la sécurité alimentaire : huit enseignements tirés d'expériences réussies.

- Une déclinaison de ce travail a été menée sur le thème protection sociale et pastoralisme sous forme de fiches en lien avec le RBM.
- Le fonds documentaire disponible en ligne a également été renforcé tout au long de l'année.



GT Conseil et services agricoles

En 2014 Inter-réseaux a été associé à UICN pour un projet de renforcement de capacités des organisations de producteurs et de la société civile, et la valorisation de l'information dans le cadre de la Global Water Initiative. Il s'agit d'un programme d'analyse politique et de plaidoyer sur la thématique de l'eau pour l'agriculture, autour des grands barrages du fleuve Niger (Sénégal, Mali, Burkina Faso). Inter-réseaux est intervenu, avec l'appui de plusieurs de ses membres, pour mener des échanges sur le conseil agricole sur les grands périmètres irrigués au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso. Ces ateliers rassemblaient en particulier des producteurs basés sur des grands périmètres. Cela a été complété par une synthèse des acquis sur le conseil dans ce type de situation. A la suite de ce partenariat, la collaboration devrait se poursuivre en 2015 sur le même thème du conseil agricole.

GT Agriculture familiale

2014 était l'année internationale de l'agriculture familiale. Plusieurs activités sont rattachées à cet événement.

♦ **Veille** : En activité de fond, une veille régulière a été faite sur les activités menées dans le cadre de l'AIAF. Un fonds documentaire est disponible sur le site web.

♦ **Bulletin de synthèse** : On sait que les organisations paysannes sont des éléments moteurs pour la promotion de l'agriculture familiale et qu'elles se sont particulièrement mobilisées durant l'année 2014.

Dans la suite de l'AIAF, plusieurs publications ont été entamées en 2014 et seront publiées en 2015 : un bulletin de synthèse sur les idées reçues concernant l'agriculture familiale et un numéro de *Grain de sel*.

Autres thématiques abordées en 2014

Agro-écologie : Comme cela a été décrit dans l'axe Information, un GDS a été consacré à l'Agro-écologie. Le mode de réalisation de ce numéro, s'apparente à un groupe de travail en format certes restreint mais qui a porté ses fruits. En effet, dans le processus d'élaboration il y a eu à la fois des réunions physiques, de nombreux échanges à distance avec un noyau dur sur la construction du numéro et avec un cercle plus large au moment de la rédaction des articles et de la finalisation du numéro. L'objectif est que le travail ne s'arrête pas avec la publication du GDS mais qu'en 2015 ce numéro soit valorisé en particulier au Burkina-Faso (rencontre de

membres par exemple, enrichissement avec des travaux de terrain réalisés au Burkina Faso, etc.)

Nouveaux mouvements paysans en Afrique de l'Ouest : Avec la Fondation Gabriel Péri, IR a initié un projet visant à se pencher sur l'émergence de nouvelles initiatives de défense des intérêts des ruraux, de « nouveaux mouvements » paysans ou plus généralement de nouvelles dynamiques concernant le monde rural. Il semble en effet que se développent de nouvelles organisations paysannes en Afrique de l'ouest, en dehors du champ des partenaires avec lesquels IR a l'habitude de travailler. On entend parler de nouveaux mouvements syndicaux, de nouvelles organisations de lutte paysanne, de groupes de pression, de mouvements de jeunes ruraux, etc. Il semble donc intéressant de rassembler et de croiser davantage d'informations sur ces organisations, de les inventorier et les décrire, que ce soit dans une optique de tisser de nouvelles alliances, de capitaliser de nouvelles formes d'actions, ou pour dissiper des écrans de fumée. Une note de cadrage a été élaborée et le début d'une réflexion est en route qui prendra de l'ampleur en 2015.

Points forts pour 2015 concernant les groupes de travail

Les activités en cours en 2014 ne se sont pas terminées au 31/12/2014 et un certain nombre vont se poursuivre en 2015.

Le Conseil d'administration a aussi, suite aux recommandations de l'AG 2014, défini des sujets prioritaires pour 2015. Deux sujets sont considérés comme majeurs : 1) le pastoralisme ; 2) L'aval des filières et en particulier la transformation, la commercialisation et le lien au secteur privé.

Mais aussi : Politiques régionales en particulier sur les politiques régionales ; Agriculture familiale (suite de l'AIAF) ; Nouveaux mouvements paysans ; Financement de l'agriculture ; Agro-écologie ; Jeunes ; Changement climatique ; Grands périmètres irrigués (GWI) ;

2.3. QUELQUES INDICATEURS CONCERNANT L'AXE 2

Indicateurs de réalisation

- Les rubriques du site internet, en lien avec les thèmes des GT, ont été régulièrement actualisées et des rubriques ont été revues (comme sur l'agro-écologie ou agriculture familiale par exemple) ;
- 4 Bulletins de synthèse – Souveraineté alimentaire en lien directs avec les GT (financement, politiques) ont été réalisés (deux étant diffusés en début 2015) ;
- Sans prendre en compte les Bulletins de veille, les Bulletins de synthèse et les dossiers de *Grain de sel* répertoriés dans l'axe 1, c'est plus de 20 produits spécifiques (vidéo, synthèse, note, etc.) qui ont été réalisés dans le cadre des GT et principalement sur le GT politiques agricoles ;
- En 2014, cinq ateliers, rencontres, conférences ont été réalisés en lien avec les GT (mise en marché, financement, conseil).

Références des travaux réalisés sur les GT

Une recherche sur *Google* en français (au 14/05/2015) à partir de quelques mots clés en lien avec les groupes de travail fait apparaître que IR est souvent bien placé,

c'est-à-dire dans les 50 premières références pour des recherches sélectionnant souvent plusieurs millions de sources (il y a 10 références sur chaque page).

Mots clés	N° de la 1 ^{ère} page où le site d'IR est référencé
Politique agricole + Afrique Subsaharienne*	1 ^{ère}
Conseil agricole + Afrique Subsaharienne*	1 ^{ère}
Engrais + Afrique Subsaharienne*	1 ^{ère}
Financement de l'agriculture + Afrique Subsaharienne*	1 ^{ère}
Interprofession + Afrique Subsaharienne*	1 ^{ère}
Réserves alimentaires + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
protection sociale + Afrique	1 ^{ère}
Filières agricoles + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
Nutrition + agriculture + Afrique	1 ^{ère}
Elevage + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
CEF + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
Devenir des exploitations familiales + Afrique Subsaharienne	1 ^{ère}
Foncier + Afrique Subsaharienne	2 ^{ème}
Faim Zéro + Afrique Subsaharienne	2 ^{ème}
Maputo + 10	2 ^{ème}
Transformation des produits agricoles + Afrique Subsaharienne	2 ^{ème}
Céréales + Afrique Subsaharienne	2 ^{ème}
Semences + Afrique Subsaharienne	2 ^{ème}
Pastoralisme + Afrique Subsaharienne	2 ^{ème}

Les mots clés suivis d'une étoile (*) signifie que IR est en première occurrence

Les mots clés indiqués en gras sont ceux qui apparaissent mieux placés qu'il y a un an

3. AXE RESEAU

3.1. RAPPEL DU RESULTAT ATTENDU

Résultat attendu N°3 : Les activités menées sur cet axe doivent permettre aux acteurs et institutions spécialisés dans le développement, présents au sein d'Inter-réseaux, d'être partie prenante d'un vrai réseau multipolaire euro-africain et que cela multiplie les occasions d'échanges avec différentes catégories d'acteurs.

Inter-réseaux contribue à créer des liens entre les acteurs du développement rural. Il constitue à la fois un vivier de compétences et de connaissances sur le domaine et une communauté de professionnels ouverte sur l'extérieur. Moins isolés, mieux connectés, les acteurs du réseau améliorent leurs performances face aux défis qui concernent le développement rural, et leur participation dans les débats, que cela soit au niveau local, national, régional ou international.

3.2. ACTIVITES

Renforcement des alliances et partenariats au sein du réseau

Renforcer l'échange d'informations

Quelques exemples du renforcement d'échanges d'informations au profit des membres d'Inter-réseaux :

- Organisation d'une formation sur la veille dans le cadre du partenariat avec Jade, IED Afrique et Saild, dans le cadre du projet « Mise en réseau des actrices et acteurs du développement agricole et rural (DAR) en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Cette formation s'appuyait en particulier sur les expériences de chacun, participant, au-delà des apports du formateur, au renforcement des liens entre les membres d'IR.
- Faciliter la diffusion de publications de différents membres : mise en ligne de documents, fléchage d'initiatives ou prises de positions dans les BDV, rassemblement des produits réalisés par SOS Faim sur la thématique du riz dans un numéro d'Inforiz, etc.
- Intégration dans le cahier des charges de la rénovation du site Internet d'IR la mise en place d'une interface privée réservée aux membres.
- Organisation à l'AFD d'une conférence mettant en avant le travail de SOS faim sur le financement des exploitations avec l'appui de l'Iram.
- Diffusion d'un nouveau numéro du bulletin du réseau en préparation de l'AG.
- Diffusions de façon ad hoc d'annonces, d'informations sur la liste Email des membres de l'AG.

Mettre en relation les membres adhérents d'IR

De la même façon que des membres ont pu mettre en contact le SE avec des structures ou personnes intéressantes pour les activités que IR devait réaliser, IR a aussi aidé ses membres à prendre des contacts avec d'autres acteurs du réseau pour réaliser des actions, hors même d'IR. La tenue de l'Assemblée générale a aussi été un moment important d'échanges directs entre les membres.

IR est également fédérateur pour rassembler des membres autour d'un projet commun. Ainsi IR en 2014 a été en partenariat direct pour des actions, des projets avec 13 membres de son Assemblée générale (AVI, Corade, IED Afrique, Ipar, Iram, Jade Burkina, Larès, RBM, Roppa, Saild, SNV, SOS Faim Belgique & Luxembourg). Certains de ces projets étaient déjà entamés, d'autres ont été lancés en 2014. Quelques exemples de partenariat SE-membres (les membres sont indiqués en gras) :

- Réalisation avec **IPAR** et **SNV** d'un travail de Backstopping dans le cadre du programme d'appui à la mise en place de l'Ecowap ce qui veut dire : information au responsable de programme sur les questions concernant les politiques de développement rural en AO et leur environnement, appui au pilotage du programme, soutien aux trois réseaux d'OP bénéficiaires du programme (**Roppa**, **RBM**, Apess) ; mais aussi gestion d'un fonds d'études et de recherche.
- Projet Hub/Unops/réseaux d'OP : Renforcement des capacités de dialogue, d'influence et de mise en œuvre des politiques régionales agro-pastorales et de sécurité alimentaire et nutritionnelle : soutien à des activités réalisées avec et pour le **Roppa**, **RBM** et Apess (info-com, capitalisation). Sont également parties prenantes de ce projet, Oxfam, **Ipar** et **AVI**.

- Réalisation d'actions de capitalisation et d'information sur la mise en marché et le financement de l'agriculture en partenariat avec **SOS Faim Luxembourg et Jade Burkina**.
- Réalisation de bulletins de synthèses en partenariat avec **SOS Faim Belgique**.
- Participation au montage d'un projet sur les zones frontalières Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger au côté du GRDR, d'**AVI** et du CCFD. Ce projet est maintenant financé et un accord formel a été signé. Il débutera en 2015.
- Projet « Inforoutes » (Mise en réseau des actrices et acteurs du développement agricole et rural (DAR) en Afrique de l'Ouest et du Centre) impliquant **IED Afrique**, le **Saïd**, et **Jade Burkina**.
- Projet avec le **RBM** pour la réalisation de capitalisations d'expériences en matière d'organisation de marchés de bétail.
- Montage d'un projet avec le **Larès** pour la réalisation de capitalisations sur les interprofessions (financement Fondation de France).
- Montage d'une action sur la thématique des nouveaux mouvements paysans avec la participation de **Iram**.
- Réalisation du travail autour du conseil dans le cadre de GWI avec en particulier **Corade**.

D'autres membres (organisations ou individus) ont aussi contribué sur l'information, ont participé aux GT, etc.

Fournir conseils, services et appuis à la demande

IR apporte des appuis de différents ordres à ses membres et partenaires stratégiques. Quelques exemples :

- Finalisation du montage d'un projet avec le Roppa comme leader sur de la capitalisation d'expériences d'initiatives économiques (financement CTA. Cf. partie sur les groupes de travail).
- Depuis le début 2012, IR apporte un service à l'Iram en hébergeant à Ouagadougou le point focal Burkina de leur projet Jatropref sur la filière jatropha. Cette opération est close depuis juillet 2014 ;
- Travail sur la crise alimentaire au Sahel en lien avec la campagne « Cultivons » dans laquelle sont impliqués plusieurs membres d'IR (Ipar, Roppa et RBM en particulier).
- Toujours avec le Roppa, IR a, tout au long de l'année, été impliqué dans la réflexion de ce membre pour la mise en œuvre de son Université paysanne (ateliers à Dakar, à Ouagadougou en particulier).
- Avec Jade Burkina, Inter-réseaux a aussi participé en fin d'année au renforcement des cadres du RBM sur l'approche de capitalisation d'expériences.
- Dans le cadre de la gestion du fonds d'étude du projet d'appui à l'Ecowap de la DDC, IR a pu conseiller, en particulier le Roppa et RBM, pour la mise en place des études et le suivi des procédures du bailleur de fonds.

En parallèle, de nombreux membres ou partenaires ont été rencontrés soit dans leurs locaux soit à IR Paris soit à Ouagadougou (SOS Faim, Roppa, RBM, Jade, Apess, FAO, Oxfam, Cirad, Iram, AVSF, UICN, etc.).

Points forts pour 2015

Les relations au sein du réseau doivent encore être renforcées en 2015 pour poursuivre sur la lancée de 2013 et 2014. IR doit veiller à renforcer ses communications avec tous ses partenaires de projets.

Les services aux membres continueront en se structurant, au regard des expériences très diverses déjà réalisées.

Les projets en cours avec les membres qui sont déjà nombreux vont se poursuivre et pour les derniers accords conclus, les programmes d'activités seront finalisés. Les interventions d'envergure qui sont toutes en lien avec les Organisations paysannes (projet Hub, projet Ecowap, projets capitalisation avec le Roppa ou le RBM) continueront d'occuper une part très importante du plan de travail. Par les thèmes abordés, les acteurs mobilisés et les enjeux traités, ils seront encore stratégiques et structurants pour 2015.

Les liens entre ces activités doivent être toujours plus en cohérence avec les activités des axes 1 et 2.

Développement du réseau

De façon continue, IR met à jour sa liste de diffusion de *Grain de sel* et régulièrement « nettoie » les listes d'envoi d'Emails aux membres du réseau. Ceci dit le nombre d'abonnés aux différentes listes poursuit sa progression (cf. données dans le paragraphe concernant l'axe 1). Aujourd'hui l'envoi des supports d'informations est le premier moyen de développer le réseau.

A la fois, via le bureau de Ouagadougou et via les missions qui ont eu lieu en 2014, les contacts ont été majorés avec différents acteurs du réseau. Par exemple avec des réseaux d'Organisations paysannes en Afrique de l'Ouest (Apess, RBM, Roppa), des structures accompagnant les OPF (Ipar, Hub rural, etc.), des responsables de la recherche ou des organisations régionales d'Afrique de l'Ouest, etc.

Les missions

Au cours de l'année 2014, des membres de l'équipe d'Inter-réseaux ont réalisé différentes missions en lien avec un ou plusieurs des axes décrits ci-dessus. Ces missions ont été moins nombreuses qu'en 2013 mais cela a tout de même permis d'assister à des réunions internationales, d'échanger et de travailler avec des membres, de rencontrer des partenaires techniques et financiers, etc. Pour une visibilité globale des missions et des participations à des rencontres et conférences, il est plus opérant de les rassembler dans ce paragraphe spécifique. A noter qu'au-delà du thème principal de la mission, se réalise également un travail de réseautage ou un travail de partage en équipe (pour les missions au Burkina Faso de l'équipe de Paris en particulier) :

Mois	Lieu	Objet de la mission
Février	Abidjan	Comité de pilotage du projet Hub Rural /UE
Février	Abidjan	Comité de pilotage du projet ECOWAP
Février	Abidjan	Table ronde de l'APESS
Février	Rome	Forum Paysan du FIDA
Mars	Ouagadougou	Session de l'Université paysanne du Roppa
Mars	Niamey	Intervention dans le Master Agrhymet en sécurité alimentaire et nutrition
Mars	Ouagadougou	L'atelier de lancement du projet « Capitalisation » du ROPPA
Mars	Niamey	Table ronde de RBM
Mars	Dakar	Atelier d'évaluation et de planification régionale de la campagne Cultivons
Mars	Bruxelles	Colloque « la transformation des exploitations familiales » de SOS Faim
Octobre	Dakar	Rencontre campagne « Cultivons »
Octobre	Bruxelles	Rencontre de l'European foundation centre sur l'AIAF
Novembre	Bruxelles	Briefing CTA « Le Rôle joué par l'Agroalimentaire et les Partenariats de Développement dans le Développement de l'Agriculture en Afrique »
Décembre	Dakar	25 ^{ème} anniversaire de l'Apess

A cela s'ajoute des déplacements dans les provinces du Burkina Faso.

Participations à des événements, rencontres

En plus de missions spécifiques, des membres de l'équipe d'IR ont participé à de nombreux événements à Paris ou à Ouagadougou et en particulier :

- Participation à l'atelier IDDRI « La sécurité alimentaire dans l'agenda post-2015 » (Paris janvier 2014)
- Participation à diverses conférences durant la semaine du Salon international de l'agriculture (Paris février 2014)
- Participation à la rencontre sur la capitalisation du F3E et organisation d'une réunion d'échanges d'information sur la capitalisation avec différentes organisations dont la FAO (Paris avril 2014)
- Participation à la rencontre du Réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires RPCA du Club du Sahel (Paris avril 2014)
- Rencontre Farm – Fert sur « Investir avec les paysans en Afrique : bonne ou mauvaise idée » (Paris, mai 2014)
- Participation à la journée de Coordination Sud sur « Secteur marchand et développement » (Paris juin 2014)
- Rencontres internationales « Agricultures familiales et recherche » (Montpellier juin 2014)
- Colloque IRC « Accompagner l'insertion des jeunes dans les agricultures familiales du Sud : enjeux, perspectives, programmes d'action » (Montpellier juin 2014)
- Débat Gisa (Coordination Sud – ministère des Affaires étrangères) sur le Projet des Nations unies de Déclaration des droits des paysans (Paris juin 2014)
- Atelier « Le lien entre désertification, dégradation des terres et changements climatiques » organisé par le CARI (Paris juillet 2014)
- Rencontre C2A / Cirad sur le rapport du Cirad sur l'agriculture familiale (Paris septembre 2014)
- Sommet international des jeunes agriculteurs organisé par les Jeunes agriculteurs et Afdi (Bordeaux septembre 2014)
- Journée d'études Groupe Initiatives « L'action des ONG face au défi du changement d'échelle » (Paris octobre 2014)

- Séminaire, ateliers et colloque CFSI et Fondation de France « Capitalisation Nourrir les villes » (Paris octobre 2014)
- Atelier filière lait du RBM (Ouagadougou octobre 2014)
- Petit-déjeuner Farm « Pour un développement du crédit à l'agriculture : l'option du mutualisme » (Paris novembre 2014)
- Participation à la table ronde des partenaires de la CPF (Ouagadougou, novembre 2014)
- Forum des sociétés civiles C2A (Lyon, décembre 2014)
- etc.

Certains de ces événements ont permis à Inter-réseaux de faire des présentations ou d'intervenir sur des thèmes touchant ses activités, en mettant en avant les problématiques de développement rural, les sujets importants pour les agricultures familiales et les OP. De telles réunions sont aussi des opportunités pour rencontrer des partenaires, enrichir son réseau et collecter de l'information. Enfin, ce type de rencontres peut permettre également de réaliser des articles ou interviews pour *Grain de sel* ou d'autres supports.

Afin de poursuivre l'ouverture au monde anglophone, les traductions en anglais des BDS ont été poursuivies. Malheureusement, cela est encore insuffisant pour servir de marche pied à un vrai développement d'un réseau, en zone anglophone en Afrique Sub-Saharienne.

Afin de renforcer les échanges depuis le secrétariat exécutif avec d'autres cercles. IR suit les travaux de la C2A et de la commission climat de Coordination Sud avec l'appui de ses membres qui y participent. IR est partie prenante du processus de capitalisation du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » piloté par la Fondation de France et le CFSI (IR participe également depuis 2009 au Comité de sélection de projets sur ce thème qui ensuite sont soutenus financièrement par plusieurs fondations et le CFSI).

IR a également en 2014, réalisé des modules ou fait des présentations dans des cursus de l'enseignement supérieur :

- Master Agrhymet en sécurité alimentaire et nutrition.
- Master ledes (Paris I) sur les politiques agricoles aux Sud.

En complément IR participe à l'encadrement de travaux universitaires d'étudiants qui sont an stage au côté de l'équipe.

Point fort pour 2015

Le Conseil d'administration a placé dans les priorités au sein du plan de travail de l'année la mise en place une cartographie des acteurs du réseau afin à la fois de mieux les connaître mais aussi de permettre aux membres de mieux se connaître entre eux. Ce travail déjà envisagé pour 2014 a pris un peu de retard. Cela pourra ensuite être étendu au-delà des membres.

La mise en place d'une cartographie a aussi été relevée comme une priorité lors de la revue à mi-parcours du Pos (cf. détails en annexe).

Révision et adaptation des outils et supports du réseau

En 2014, l'élément principal a été le lancement de la rénovation complète du site web d'IR avec à la fois une fonction de « vitrine » mettant en avant les réalisations d'IR, une base de donnée plus performante sur les ressources concernant le monde rural, la possibilité de mettre également en avant les réalisations des membres et enfin la volonté de développer ce nouveau site comme un outil au service de l'animation du réseau (cf. axe 1).

Concernant les publications d'IR, le Comité de publication a été mis en place avec pour mission de veiller à la qualité et à la cohérence des différentes publications d'IR. Son fonctionnement est encore à affiner.

Une enquête sur les publications a été réalisée au premier trimestre 2014 auprès des lecteurs. Les répondants ont donné des pistes pour améliorer le fond et la forme des 3 produits phares actuels (BDV, BDS et GDS). Les résultats sont présentés en annexe.

Points forts pour 2015

Concernant l'évolution des outils et supports du réseau trois points sont déjà à l'ordre du jour :

- La modernisation du site Internet d'IR.
- La mise en place d'un bulletin du réseau paraissant de façon régulière et alimenté en grande partie par les membres.
- Travail sur le format des séries de publications d'IR.

3.3. QUELQUES INDICATEURS CONCERNANT L'AXE 3

Indicateurs de réalisation

- Le secrétariat exécutif a poursuivi ses appuis à plusieurs membres et en premier lieu aux réseaux d'organisations paysannes Roppa et RBM.
- IR a en cours ou en montage des projets avec 13 de ses membres.
- L'AG a eu lieu en avril à Paris et un nouveau membre a adhéré à l'association.
- Traduction : la traduction en anglais des Bulletins de synthèse a été poursuivie.
- IR a réalisé une enquête auprès de son lectorat des BDV, BDS et GDS.
- Une revue à mi-parcours du Pos a été réalisée qui montre à la fois les éléments positifs, les éléments en devenir et les potentialités d'IR.

4. ÉLÉMENTS RELEVÉS PAR LA REVUE A MI-PARCOURS DU POS CONCERNANT LES TROIS AXES D'ACTIVITÉS

4.1. POUR L'AXE INFORMATION

Inter-réseaux construit aujourd'hui une grande partie de sa légitimité autour de sa mission d'information, utile et reconnue par ses membres et ses utilisateurs.

Pour renforcer la cohérence de cet axe avec le reste des travaux d'IR la revue recommande :

- De développer une vision éditoriale plus forte en recherchant les complémentarités entre les publications.

- De mobiliser plus le réseau dans les modes de production car cet axe mobilise abondamment l'équipe permanente.
- De penser et concevoir les produits d'informations en lien plus étroit avec les thèmes abordés via les autres missions d'IR.
- En matière d'information, l'enjeu se trouve surtout sur la production d'une veille/structuration/décryptage de l'information. Les Bulletins de Veille (BDV) sont appréciés à ce titre. Les BDV garantissent la diversité des thèmes et des sujets abordés au sein d'IR et permettent de répondre à la diversité des besoins des utilisateurs. Il faut cependant être vigilant sur la multiplication des formats des bulletins.
- La revue *Grain de sel* constitue aujourd'hui un lieu potentiel de dialogue très précieux, et insuffisamment exploité. Il serait nécessaire de positionner davantage ces GDS sur des thèmes de réflexion prospective et sur des sujets de « controverses » qui permettent de confronter une diversité de points de vue.
- Le site d'IR est perçu comme utile et riche mais il est encore insuffisamment utilisé. La refonte du site devrait permettre d'en faire, un espace plus interactif, davantage une vitrine utile pour les membres d'IR et un outil de recherche d'information plus accessible.

4.2. POUR L'AXE GROUPE DE TRAVAIL

« Inter-réseaux reste dans une position privilégiée pour la mise en dialogue : étant donné son rôle de tiers-facilitateur neutre, ne portant pas lui-même un objectif d'influence et de défense d'intérêts ; étant donné aussi la diversité des acteurs qu'il mobilise. Le POS de 2012 avait placé dans ses priorités la redynamisation des « Groupes de travail » (GT). Pourtant, dans la pratique, cet axe de développement des activités est resté assez faible. »

Au-delà du diagnostic, et des raisons qui le justifient, le consultant encourage IR à redimensionner cet axe avec deux types de formats de mise en dialogue :

Des commissions thématiques (CT) : *« Elles visent la confrontation de points de vue et d'approches, autour d'une thématique. Elles dépassent l'échange d'expériences pour dialoguer autour d'un sujet polémique sur lequel chaque acteur doit construire sa position stratégique. Etant donnée la position de tiers-facilitateur neutre d'IR, il semble difficile de chercher, dans ces espaces, à construire des positions communes. [...] Construites sur du moyen terme (1 à 2 ans), elles sont en lien direct avec l'élaboration d'une série de produits éditoriaux (Bulletin de synthèse, Grain de Sel – au sein d'une chaîne « publication/dialogue »). Elles sont nécessairement limitées dans leur nombre, et peuvent fonctionner avec une logique glissante. Les CT permettent de mettre en débat des sujets prospectifs et de se concentrer sur les controverses qui animent les acteurs du secteur. »*

Des communautés de pratiques (CP) : *« Au sein d'une « communauté de pratiques » formée par les membres du réseau et leurs partenaires, il s'agit de promouvoir l'apprentissage réciproque et le partage d'expériences spécifiques de terrain ; de permettre d'apprendre à mieux se connaître, à repérer des modes de faire innovants des autres, à identifier les manières de travailler ensemble, etc. Regroupant un petit nombre de participants, des sessions de partage d'expérience sont organisées en fonction des besoins, et sont centrées sur des pratiques spécifiques, innovantes. Ces*

sessions constituent des « moments » d'apprentissage réciproque, qui peuvent se concentrer sur quelques rendez-vous d'échanges, sur des temps assez courts. »

4.3. POUR L'AXE RESEAU

Le consultant a relevé que les membres considèrent que le réseau IR a un fort potentiel : « *la dimension pluri-acteurs et multi-pays d'IR le distingue de la plupart des autres acteurs collectifs souvent centrés sur un type d'acteur spécifique. La force d'IR est aujourd'hui chez ses membres : qui peuvent accéder à des ressources, qui sont au plus près des expériences des acteurs de terrain, qui ont eux-mêmes construits des réseaux diversifiés de partenaires.* »

« *Il s'agit donc de parvenir à impliquer ces membres dans le réseau, à faire en sorte qu'IR devienne «leur réseau». Nous notons de plus que cette mise en réseau est une attente importante de la part de certains partenaires et bailleurs d'IR : besoin de mise en lien avec les OP (exprimé par la DDC, AFD, OXFAM, etc.), besoin de mise en lien avec les acteurs français du développement rural (exprimé par l'AFD), etc.* »

Le consultant a mis en avant, à partir de ses entretiens avec des membres, « *trois raisons d'être membres* » du réseau IR :

- *Interconnaissance (mieux savoir qui fait quoi, mieux se faire connaître)*
- *Apprentissage (apprendre des expériences des autres pour se construire une vision prospective, faire évoluer ses propres pratiques) ;*
- *Action commune (intégrer les compétences des autres dans ses projets, accéder ensemble à des projets).*

Interconnaissance, apprentissage et action commune peuvent être considérés comme des briques successives de construction d'un réseau ; et sont largement interdépendantes. »

« *Pour permettre de formaliser à la fois la vision commune, le statut de membres, et les règles de travail en commun au sein d'IR, nous encourageons la reprise de l'idée de construction d'une Charte pour IR.* » (cf. détail dans la synthèse présente en annexe).

5. LA VIE ASSOCIATIVE D'INTER-RESEAUX

5.1. L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée générale annuelle a été organisée le 12 juin 2014. Elle a permis :

- D'approuver les rapports narratifs et financiers 2013 (les comptes ayant été certifiés auparavant par le Commissaire aux comptes).
- D'agréer le plan de travail 2014.
- De donner le quitus au CA pour sa gestion.
- L'accueil au sein de l'AG d'un nouveau membre individuel.
- De donner l'opportunité aux membres d'échanger sur IR mais aussi sur leurs propres activités.
- De débattre des résultats de la revue à mi-parcours du POS.

Dans la suite logique de la présentation de la revue à mi-parcours du Pos, l'AG a insisté sur plusieurs points qui doivent être travaillés (cf. tableau suivant).

Information	<ul style="list-style-type: none"> - Penser les produits d'informations en lien direct avec les différentes missions d'IR : structurer l'information, susciter et animer le dialogue, donner une visibilité à un réseau d'acteurs - Réussir à articuler la diffusion de l'information et la mise en dialogue de cette information - Adopter une approche plus intégrée des activités d'information, de dialogue et de mise en réseau - Renforcer la cohérence et la vision éditoriale d'ensemble des produits d'informations réalisés par IR
Dialogue	<ul style="list-style-type: none"> - Adopter une approche plus intégrée des activités d'animation thématiques - Renforcer l'activité de mise en dialogue au sein d'IR et mobiliser les membres et partenaires d'IR autour d'une série de dynamiques collectives de dialogue, en retravaillant les formats et modes d'animation envisagés et en renforçant les capacités d'animation et de connaissance des membres - Recentrer le dialogue autour d'enjeux prospectifs
Réseau	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre l'accent sur la fonction de réseau d'IR et faire de l'animation de réseau le socle d'IR : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Dynamiser le réseau (notamment en AO) et investir dans l'interconnaissance pour démontrer la force d'un tel réseau ⇒ Centrer l'animation de réseau autour de besoins de mise en réseau différents selon les acteurs : le réseau IR en tant qu'outil d'interconnaissance, le réseau en tant que vecteur d'apprentissage, le réseau en tant que levier d'action commune
Modèle économique	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser les membres à partir de processus clairement réaffirmés - Redonner aux projets leur « juste place » par rapport à l'intérêt général et préserver un équilibre entre les missions d'intérêt général d'IR et les « prestations »
Gouvernance modes d'organisation	<ul style="list-style-type: none"> - Repositionner le CA en priorité sur les questions stratégiques - Maintenir et renforcer le bureau ouest africain d'IR

5.2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suite à l'AG du 12 juin 2014 et du CA du même jour, la composition du Conseil d'administration est la suivante :

- Nedjma BENNEGOUCH qui représente SOS Faim Luxembourg,
- Jean-Jacques BOUTROU qui représente AVSF,
- François DOLIGEZ qui représente l'Iram (président),
- Mamadou GOÏTA qui représente Afrique verte internationale
- Gifty GUIELLA NARH qui représente Corade
- Laure HAMDJ qui représente Afdi (trésorière),
- Marc MEES qui représente SOS Faim Belgique (secrétaire général),

- Gilles MERSADIER,
- Souleymane OUATTARA qui représente Jade Burkina,
- Bio Goura SOULE qui représente le Lares.

Le Conseil d'administration s'est réuni cinq fois au cours de l'année, en février, mai, juin, septembre et décembre. Entre 5 et 8 administrateurs ont participé physiquement ou via Skype à chacune des réunions.

Au-delà du suivi des dossiers courants, le CA en 2014 a concentré ses activités et réflexions sur les points principaux suivants :

- La priorisation des thèmes des GT à mener en 2014 (politiques, financement, conseil et mise en marché) puis en 2015 (aval des filières, pastoralisme, etc.).
- L'approbation des rapports annuels 2013 (rapport narratif et financier) et du plan d'actions 2014 pour présentation en AG.
- La mise en place et le suivi de la revue à mi-parcours du POS
- Organisation de l'Assemblée générale

5.3. L'EQUIPE DU SECRETARIAT EXECUTIF

En 2014, l'équipe permanente d'Inter-réseaux était constituée des personnes suivantes (par site et par ordre de recrutement) :

NOM Prénom	Fonction	Date d'arrivée à IR (fin de contrat)	Temps de travail
Personnels en poste à Paris			
LOPY Sylvie	Secrétaire de direction	Avril 2005	Temps partiel
JACQMIN Christophe	Directeur	Avril 2007	Temps plein
TEYSSIER Joël *	Chargé de mission animation réseau	Juillet 2007	Temps plein
PELON Vital	Chargé de mission animation réseau	Février 2011	Temps plein
BINET Nora	Chargée de mission animation réseau	Mars 2013 (fin contrat 11/2014)	Temps partiel (doctorante)
STUHRENBURG Liora	Chargée de mission animation réseau	Juin 2013	Temps plein
Personnels en poste à Ouagadougou			
DIASSO Salimata	Secrétaire	Janvier 2012 (fin contrat 03/2014)	Temps plein
COULIBALI Minata	Animatrice	Janvier 2012 (fin contrat 07/2014)	Temps plein
BOLOGO Eric	Chargé de missions animation réseau	Août 2012 (fin contrat 08/2014)	Temps plein

* Joël Teyssier est en poste à Ouagadougou depuis septembre 2014 et représente Inter-réseaux pour l'Afrique de l'Ouest.

Au cours de l'année, l'équipe permanente a été renforcée par une stagiaire à Paris qui a travaillé aux côtés des chargés de mission, en particulier sur les dossiers politiques agricoles, mise en marché et financement de l'agriculture. Il s'agit de Sandra BESNARD (mars à juillet 2014).

5.4. L'ENGAGEMENT DES BENEVOLES

Les bénévoles sont particulièrement actifs et participent aux activités dans différents cadres :

- Apport de données pour les Bulletins de veille.
- Participation au Comité de rédaction de *Grain de sel* puis au Comité de publication qui a pris le relais.
- Rédaction et relecture de différents documents et articles.
- Appui à l'équipe permanente dans ses différentes missions.
- Participation aux échanges dans le cadre des groupes de travail (réunion, ateliers, échanges à distance).
- Contacts avec les bailleurs de fonds.
- Membres du Bureau et du CA.

En 2014, les implications des bénévoles ont été évaluées à plus de 1 500 heures de travail utiles pour Inter-réseaux et ses membres. Cela aide à matérialiser la réalité du travail en réseau et la participation importante de personnes impliquées, soit ponctuellement sur un sujet, soit de façon récurrente tout au long de l'année.

RAPPORT FINANCIER 2014

1. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 2014

1.1. BILAN ACTIF

BILAN ACTIF	Exercice 2014			Exercice 2013
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	14 242 €	6 276 €	7 965 €	766 €
Immobilisations financières	3 627 €		3 627 €	2 103 €
Total I	17 869 €	6 276 €	11 593 €	2 869 €
Stocks et en cours				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de productin de biens et services				
produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres créances				
- Organismes sociaux	156,4		156 €	147 €
- Autres créances	77 908 €		77 908 €	106 364 €
Valeurs mobilières de placements				
Disponibilités	247 573 €		247 573 €	257 057 €
Charges constatées d'avance	4 725 €		4 725 €	2 198 €
Total II	330 363 €	- €	330 363 €	365 767 €
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	348 231 €	6 276 €	341 955 €	368 636 €

1.2. BILAN PASSIF

BILAN PASSIF	Exercice 2014 Net	Exercice 2013 Net
Fonds associatifs et réserves		
<u>Fonds propres</u>		
Fonds associatif sans droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	89 245 €	83 407 €
Résultat de l'exercice	- 3 547 €	5 838 €
<u>Autres fonds associatifs</u>		
Fonds associatif avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
Total I	85 698 €	89 245 €
Provisions pour risques et charges (II)		
Fonds dédiés (III)		
<u>Dettes</u>		
Emprunts et dettes assimilées		213 €
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et compte rattachés		
Autres	256 257 €	279 177 €
Produits constatés d'avances		
Total IV	256 257 €	279 390 €
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	341 955 €	368 635 €

1.3. COMPTE DE RESULTAT

Rubriques			Exercice 2014 Net	Exercice 2013 Net
	France	Exportation		
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	128 €		128 €	224 €
Prestations de services	3041,64		3 042 €	17 103 €
Montants nets produits d'exploitation	3 170 €		3 170 €	17 327 €
Autres produits d'exploitation				
Production stockée				
Production immobilisée				
subventions d'exploitation			605 943 €	546 586 €
Dons				
Cotisations			1 970 €	2 570 €
Legs et donations				
Produits liés à des financements réglementaires				
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Autres produits			1 €	3 €
Reprise de provisions				
Transfert de charges			2 623 €	164 €
Sous-total des autres produits d'exploitation			610 537 €	549 323 €
Total des produits d'exploitation (I)			613 706 €	566 650 €
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés			107 €	673 €
Autres produits financiers				
Total des produits financiers (II)			107 €	673 €
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion			397 €	
Sur opération en capital			4 741 €	671 €
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (III)			5 138 €	671 €
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)			618 951 €	567 994 €
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises			4 264 €	7 084 €
Variation de stock (marchandises)				
Autres achats non stockés			3 937 €	2 826 €
Services extérieurs			191 777 €	101 121 €
Autres services extérieurs			111 949 €	122 256 €
Impôts taxes et versements assimilés			1 430 €	13 878 €
Salaires et traitements			204 579 €	209 032 €
Charges sociales			93 880 €	92 953 €
Autres charges de personnel			6 379 €	6 898 €
Dotations aux amortissements			1 490 €	5 848 €
Dotations aux provisions				
Autres charges			1 547 €	5 €
Total des charges d'exploitation (I)			621 232 €	561 892 €
Charges financières				
Total des charges financières (II)				- €
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion			1265,33	263,87
Sur opération en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (III)			1 265 €	264 €
TOTAL DES CHARGES (I + II + III)			622 498 €	562 156 €
Bénéfice ou perte			- 3 547 €	5 838 €
Evaluation des contributions volontaires en nature			Exercice 2013 Net	Exercice 2012 Net
Produits				
Bénévolat			36 151 €	54 332 €
Charges				
personnel bénévole			36 151 €	54 332 €

En intégrant les contributions volontaires, le montant total du budget se monte à **622 326 €**

1.4. CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AU COMPTE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2014

En exécution de la mission qui m'a été confiée, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'ASSOCIATION « INTER-RESEAUX DEVELOPPEMENT RURAL », tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- la justification de mes appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes qui ont été arrêtés et font apparaître un total de bilan de 341 955,07 € et un résultat déficitaire de 3 546,97 €.

I - Opinion sur les comptes annuels

J'ai effectué mon audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. J'estime que mes contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion, exprimée ci-après.

Je certifie que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que celles auxquelles j'ai procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

III - Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

AULNAY SOUS BOIS, le 22 mai 2015
Le Commissaire aux Comptes

Jean-Claude HENON

1.5. RESULTAT DE L'EXERCICE 2014

En fonction des éléments concernant l'exercice, **il apparaît à fin 2014 un résultat négatif de 3 546,97 €**. Étant donné que le résultat cumulé des exercices antérieurs à 2014 était positif de 89 245,06 €, le résultat cumulé de l'ensemble des exercices jusqu'au 31 décembre 2014 est donc de **85 698,09 €**.

Monsieur Jean-Claude Hénon, Commissaire aux Comptes a certifié les comptes d'Inter-réseaux pour l'exercice 2014. Son rapport est disponible sur demande.

2. PRESENTATION ANALYTIQUE DU BUDGET 2014

2.1. ÉTAT DES EMPLOIS POUR L'EXERCICE 2014

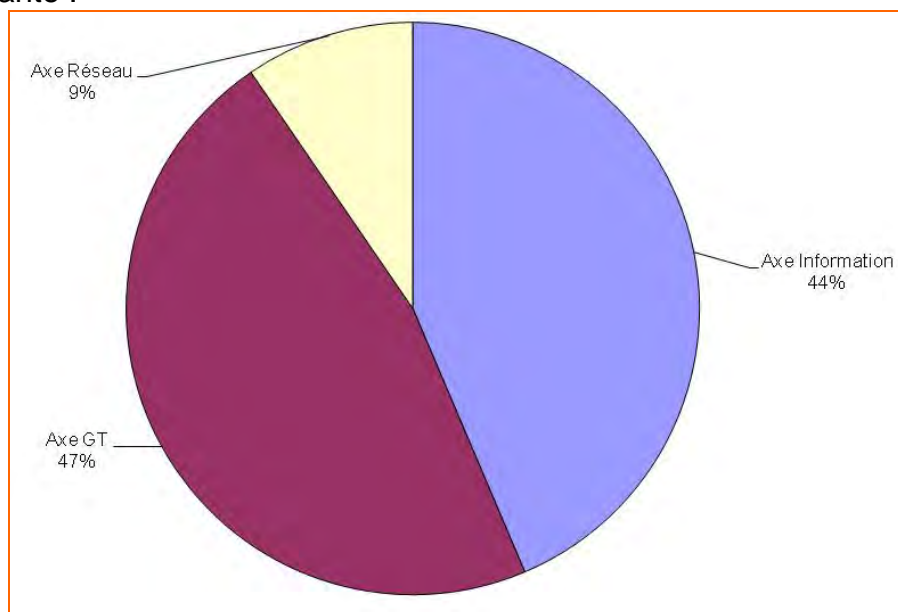
Emplois	Réalisé 2013		Prévisionnel 2014		Réalisé 2014	
	Charges	charges valorisées	Charges	charges valorisées	Charges	charges valorisées
Investissement technique et mobilier	610		1 200		610	
Fournitures et consommables	37 000		37 000		25 525	
Etudes ou expertises réalisées au nord et au sud	25 402		35 700		20 603	
Personnel permanent	290 008		316 900		294 799	
Personnel en appui ponctuel (valorisation du bénévolat)		54 332		60 000		36 151
Activités (animations, rencontres, actions réalisées par des membres avec appui IR)	58 171		333 000		151 515	
Outils de communication et outils pédagogiques	34 901		55 300		26 429	
Mission de courte durée	29 339		25 000		14 266	
Audits / revue mi parcours du Pos	4 395		22 200		21 780	
Autres dépenses et imprévus	16 881		8 700		8 830	
Fonctionnement administratif	65 448		65 000		58 140	
TOTAL	562 156	54 332	900 000	60 000	622 498	36 151
Total pour l'année	616 488 €		960 000 €		658 649 €	

Commentaires

L'écart entre le prévisionnel présenté et approuvé par l'AG de 2014 et le compte de résultat définitif est dû en grande partie au retard dans la réalisation de certaines activités, il s'agit principalement des différentes études prévues dans le cadre du financement de la DDC (cf. le tableau des ressources) qui n'ont pu être lancées que courant 2014 et qui se termineront au premier semestre 2015.

Sur les autres rubriques, il y a de façon globale une sous consommation à peu près répartie. Cela s'explique par le fait que l'équipe du SE a été moins importante que prévu en homme/mois diminuant ainsi le volume des activités et des dépenses.

La répartition des dépenses spécifiquement rattachées aux 3 axes centraux du Pos est la suivante :



2.2. ÉTAT DES RESSOURCES POUR L'EXERCICE 2014

Ressources	Réalisé 2013		Prévisionnel 2014		Réalisé 2014	
	ressources	ressources valorisées	ressources	ressources valorisées	ressources	ressources valorisées
Ressources privées	133 392	54 332	143 800	60 000	99 090	36 151
SOS Faim Luxembourg	19 000		20 000		12 008	
SOS Faim Belgique	22 000		19 000		18 500	
CFSI Fondation de France	27 000		22 500		20 000	
Oxfam	8 407		3 000		3 000	
Iram	13 655		7 400		7 083	
Autres ONG et OP	36 152		66 000		25 490	
Bénévolat		54 332		60 000		36 151
Autres ressources (adhésions, produits financiers, etc.)	7 178		5 900		13 008	
Ressources publiques	434 601	0	756 200	0	519 861	0
AFD (DPO, Réseau Paar)	310 000		275 000		275 000	
Ministère français de l'Agriculture			15 000		15 000	
UE (projet réseau Afdi/AgriCord/IR)	51 527		0		0	
DDC	41 480		355 200		176 133	
Org. Intl Francophonie	13 198		38 000		27 147	
UICN			59 000		25 123	
CTA	7 370		0		0	
Autres fonds	11 027		14 000		1 458	
TOTAL	567 994	54 332	900 000	60 000	618 951	36 151
Total par année	622 326		960 000		655 102	

Commentaires

Le montant des ressources collectées est en progression par rapport à 2013 avec cependant une diminution sensible des fonds d'origines privées qui représentent 20% (valorisations incluses) du total des ressources. Il est à noter, concernant toujours les ressources privées, que les organisations paysannes qui ont mobilisé IR pour les appuyer depuis 2013 (Cf. rapport narratif) sont inscrites dans le tour de table financier de façon durable, même si le niveau d'activité de ces partenariats ayant été moins fort qu'en 2013, leur contribution est moindre en 2014.

Par contre si l'on compare le prévisionnel 2014 voté lors de IAG 2014 par rapport au budget réalisé, la différence est majeure. En effet les fonds disponibles de la DDC n'ayant pu être utilisés en 2014 ils sont reportés sur le premier semestre 2015. Le contrat avec UICN (GWI) a également en cours d'exercice été revu à la baisse (en termes d'activités) ce qui a en conséquence diminué leur contribution financière.

2.3. VALORISATION DU BENEVOLAT

Il est légalement et comptablement possible pour une association d'évaluer financièrement l'importance du temps bénévole accordé par ses membres ou d'autres personnes. Pour la première fois sur 2009, Inter-réseaux a fait cet exercice et continue de le réaliser tous les ans. En effet, l'apport d'appuis bénévoles est important, en particulier grâce au groupe de veilleurs pour les BDV, aux différents contributeurs de *Grain de sel* (auteurs, membres du Comité de rédaction, etc.), aux personnes mobilisées pour les Groupes de travail thématiques mais aussi aux personnes qui se sont impliquées dans les réflexions stratégiques. Au total, ces implications bénévoles ont été évaluées à plus de 1 400 heures de travail utiles pour Inter-réseaux et son équipe. Cela aide à matérialiser la réalité du travail en réseau et la participation importante de personnes impliquées, soit ponctuellement sur un sujet, soit de façon récurrente tout au long de l'année.

L'évaluation financière de ces contributions a été construite à partir des recommandations de l'AFD. Les modes de calculs ont ensuite été présentés au Commissaire aux Comptes qui les a validés. Cette valorisation qui apparaît à la fois au niveau des ressources et des dépenses a représenté pour 2014, 36 151,32 €.

ANNEXES

ENQUETE DE SATISFACTION AUPRES DES ABONNES AUX PUBLICATIONS ELECTRONIQUES D'INTER-RESEAUX

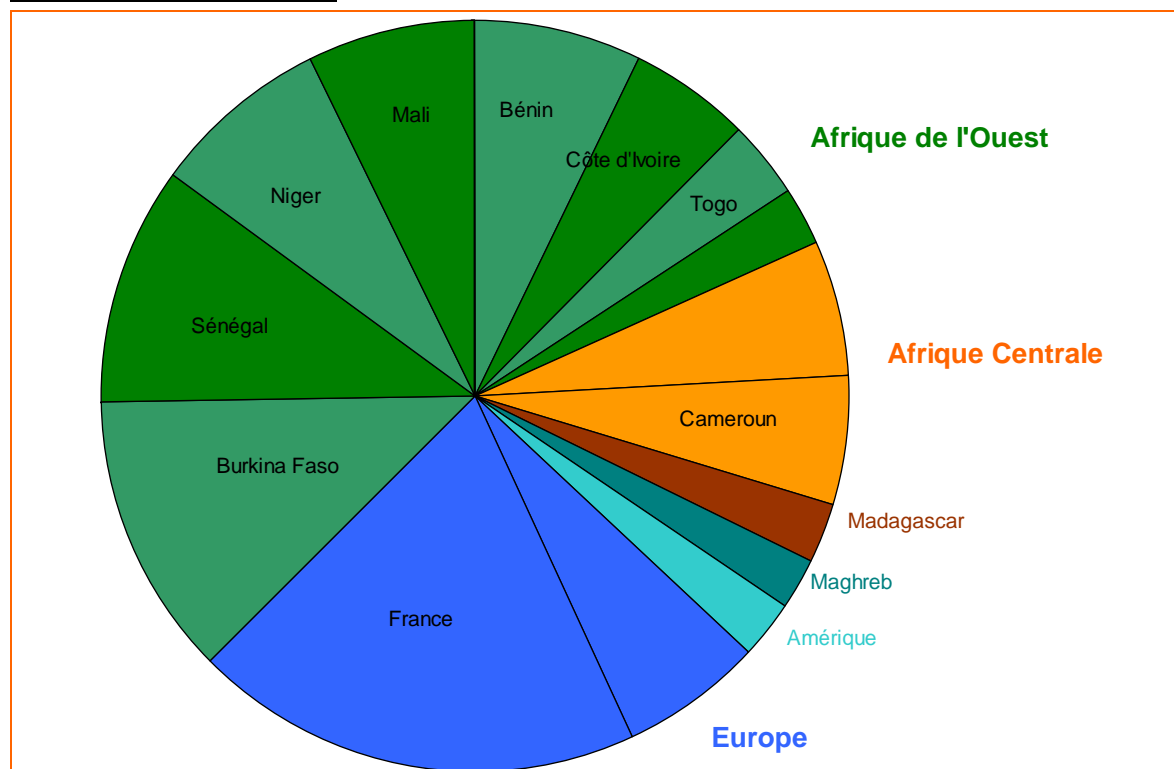
Il y a eu 664 personnes qui ont répondu à l'enquête de satisfaction sur les publications électroniques d'Inter-réseaux réalisée en mars 2014 (Bulletin de veille, Bulletin de synthèse, Grain de sel). Voici les principaux résultats de cette enquête.

Observations générales

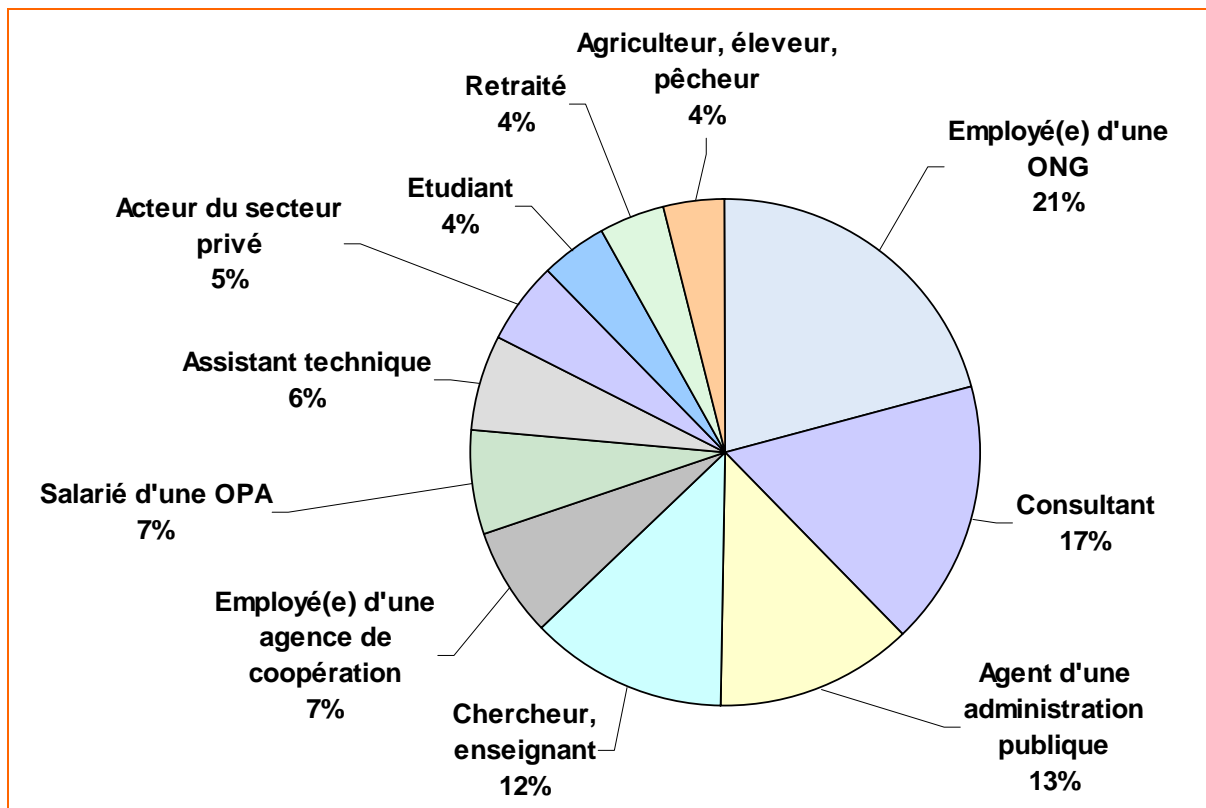
- **Les publications sont consultées régulièrement par la quasi-totalité** des personnes qui ont répondu à l'enquête, et de manière générale, **les thèmes traités plaisent**.
- Les publications sont jugées comme importantes dans le monde du développement rural pour 90% des répondants.
- **82% ont déjà parlé d'Inter-réseaux à leur entourage et rediffusé des publications.**
- **Le Bulletin de veille est la publication jugée la plus utile**, suivie du *Grain de sel*, puis du Bulletin de synthèse, mais les résultats sont très serrés !
- La plupart des personnes qui ont répondu à l'enquête connaissent IR principalement par ses publications (82%).
- 66% des personnes qui ont répondu souhaiteraient participer davantage à l'élaboration des publications.

Profil des abonnés qui ont répondu à l'enquête

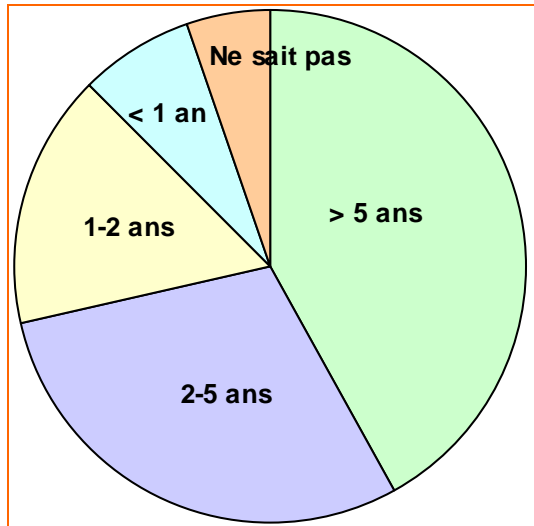
Pays de résidence



Profession



Abonnés depuis ...



AU SUJET DU BULLETIN DE VEILLE (BDV)

- 92% pensent que **les résumés sont utiles**.
- 88% trouvent la **longueur des BDV convenable**.
- **58% cliquent en moyenne sur 2 à 5 liens**.
- La fréquence de **parution** (deux fois par mois) convient à deux tiers de ceux qui ont répondu.

Thématiques

- 97% choisissent les références qu'ils lisent en fonction de la thématique.
- 47% choisissent également en fonction du pays.

Les thématiques qui intéressent le plus pour le BDV sont :

Organisations de producteurs	75%
Sécurité alimentaire	71%
Marchés et filières	65%
Conseil agricole et rural	63%
Production agricole	60%
Financement de l'agriculture	57%
Enjeux internationaux	48%
Politiques publiques	44%
Foncier	43%
Elevage	38%
Autre	10%

33% trouvent qu'il y a des **thèmes absents** des BDV.

- **l'agriculture durable et la gestion des ressources naturelles**
- **la formation** (beaucoup de demandes pour des techniques de formation)
- **la transformation**
- **le changement climatique**, et surtout l'adaptation de l'agriculture à celui-ci
- **l'irrigation et la gestion de l'eau**
- **la question du genre** (surtout femmes et foncier)
- **les jeunes ruraux**
- **les communautés traditionnelles**

Types de références préférés

Etudes et rapports	86%
Guides, manuels et fiches pratiques	74%
Notes / fiches	40%
Articles de presse	23%
Formats audio-visuels	13%

En croisant ces résultats avec les professions, on constate que **la demande en rapports et études émane avant tout des consultants et employés d'ONG**, ainsi que des chercheurs, de l'administration publique et des acteurs du secteur privé. **Les salariés d'OP ainsi que les producteurs eux aussi apprécient les études et rapports, mais préfèrent les guides, manuels et fiches pratiques.**

Suggestions d'amélioration

De façon ponctuelle les personnes qui ont répondu à l'enquête ont, en particulier, mis en avant les points suivants :

- Choisir des **sources plus locales** (correspondants, acteurs locaux, agriculteurs et OP) notamment dans des témoignages de succès
- Le rendre **plus agréable à la lecture** (présentation plus ludique, moins austère, plus aérée, avec des titres d'accroche)
- Elargir la **couverture géographique et les thèmes traités**

Utilisation des BDV

Pour mon information personnelle	72%
Pour mon travail au quotidien	62%
Pour préparer des dossiers professionnels ou des présentations	47%
Pour préparer des formations	35%
Pour alimenter une action de plaidoyer	23%

Au sujet des BDV thématiques

45% souhaiteraient qu'ils soient **plus fréquents**, pour les autres cela importe peu.

AU SUJET DES BULLETINS DE SYNTHÈSE (BDS)

- La mise en page du BDS et sa longueur conviennent à tous.
- Les BDS ne sont **lus entièrement que par la moitié**. L'autre moitié les survole rapidement.
- **77% trouvent les BDS faciles à lire**, pour les autres cela dépend des numéros.

Les BDS « préférés » parmi les 12 numéros parus

1 : La participation des OP ouest africaines aux politiques

2 : Les OP face aux pressions foncières en Afrique de l'Ouest

Et en fin de liste on retrouve :

- Le pastoralisme en Afrique subsaharienne,
- L'envers de la course aux terres : la course aux investissements étrangers.

Thèmes souhaités pour les prochains BDS

Les personnes qui ont répondu à cette question souhaitent que les prochains BDS traitent des sujets suivants :

- Les OP (aide à la gestion, gouvernance, financements)
- Le financement agricole (public et privé)
- Les problématiques environnementales et l'agriculture durable
- Le foncier

Utilisation des BDS

Pour s'informer sur un thème	85%
Pour préparer des dossiers professionnels	51%
Pour accompagner des acteurs de terrain	45%
Pour servir de support lors de formations	34%
Pour préparer des actions de plaidoyer	20%
Le BDS ne m'est pas vraiment utile	1%

Suggestions d'amélioration

- Rendre la lecture plus agréable (écrire plus gros, mettre des illustrations, exemples)
- Le rendre interactif via un forum ou des commentaires

AU SUJET DE GRAIN DE SEL (GDS)

- **35% lisent tout le numéro ou presque, 44% ne lisent que quelques articles.**
- **39% reçoivent la version papier.** Parmi eux, 23% seulement attendent de la recevoir pour le lire, contre **58% qui lisent principalement la version en ligne.** Les autres font les deux.
- **La mise en page plait.**
- **La longueur est satisfaisante** pour 93%. Les autres trouvent les numéros trop longs.
- 79% le jugent facile à lire, pour les autres cela dépend des numéros.

Les numéros « préférés » parmi les derniers parus

1 : *Valorisation des produits locaux : face aux défis, une diversité de solutions*

2 : *Quelles politiques pour les populations rurales pauvres du Sahel ? À égalité avec Les semences : intrant stratégique pour les agriculteurs*

3 : *Les céréales au cœur de la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest*

4 : *Foncier : Innover ensemble*

5 : *Le Nigeria : regard sur le géant agricole de l'Afrique de l'Ouest*

Ceci en raison du thème traité (87%) ; de la date de parution (14%) ; ou en raison de la façon dont le sujet a été abordé (13%).

Thèmes souhaités pour les prochains GDS

Les personnes qui ont répondu à cette question souhaitent que les prochains GDS traitent des sujets suivants :

- Sécurité alimentaire (cité 14 fois)
- Agriculture durable
- Foncier
- Agriculture (engrais, pesticides et subventions liées)
- Climat.

Utilisation des GDS

Pour renforcer mes connaissances sur un thème	88%
Pour préparer des dossiers professionnels ou des présentations	48%
Pour accompagner des acteurs de terrain	45%
Pour servir de support lors de formations	31%
Pour préparer des actions de plaidoyer	21%

Suggestions d'améliorations

Ce sont globalement les mêmes que pour les autres publications, avec le souhait complémentaire que la **participation des acteurs locaux** soit plus importante.

SYNTHESE DU RAPPORT DE LA REVUE A MI-PARCOURS DU PLAN D'ORIENTATION STRATEGIQUE 2012-2016

Martin Vielajus

Cette étude se situe entre un exercice rétrospectif de revue à mi-parcours du Plan d'Orientation Stratégique (POS) d'Inter-réseaux (IR), et un exercice plus prospectif visant à dégager des pistes pour atteindre (ou parfois en partie reformuler) les ambitions de ce POS. L'étude analyse successivement :

- la question de la nature des activités d'IR
(quel périmètre d'activités et comment les réaliser ?)
- la question du modèle économique lié à ces activités
(quel équilibre entre les différentes ressources d'IR ?)
- la question de la gouvernance et des modes d'organisation d'IR
(quelles places respectives de l'équipe exécutive et des instances de gouvernance ? Quel mode d'organisation de cette équipe ?)

La Nature des activités

Mise en réseau

Le réseau d'IR est perçu par ses membres comme ayant un **fort potentiel** : sa dimension **pluri-acteurs et multi-pays** d'IR le distingue de la plupart des autres acteurs collectifs souvent centrés sur un type d'acteur spécifique (C2A, Agricord, etc.). La force d'IR est aujourd'hui chez ses membres : qui peuvent accéder à des ressources, qui sont au plus près des expériences des acteurs de terrain, qui ont eux-mêmes construits des réseaux diversifiés de partenaires.

Il s'agit donc de parvenir à impliquer ces membres dans le réseau, à faire en sorte qu'IR devienne «leur réseau». Nous notons de plus que cette mise en réseau est une **attente importante** de la part de certains partenaires et bailleurs d'IR : besoin de mise en lien avec les OP (exprimé par la DDC, AFD, OXFAM, etc.), besoin de mise en lien avec les acteurs français du développement rural (exprimé par l'AFD), etc.

Les témoignages des membres permettent de mettre en avant trois fonctions complémentaires, **trois « raisons d'être membres »** du réseau IR :

- Interconnaissance (mieux savoir qui fait quoi, mieux se faire connaître)
- Apprentissage (apprendre des expériences des autres pour se construire une vision prospective, faire évoluer ses propres pratiques) ;
- Action commune (intégrer les compétences des autres dans ses projets, accéder ensemble à des projets).

Interconnaissance, apprentissage et action commune peuvent être considérés comme des briques successives de construction d'un réseau ; et sont largement interdépendantes.

En matière d'interconnaissance :

IR s'est construit sur un noyau étroit de membres assez familiers ; les nouveaux membres, quant à eux, se connaissent encore assez peu. Pour développer cette interconnaissance, nous incitons IR à investir dans une démarche de **cartographie des acteurs/compétences/intérêts**. Une telle cartographie serait réalisée sur la base d'un recensement approfondi de chacun de ses membres, permettant de dégager une série de pôles de compétence/pôles d'intérêts autour desquels ils se rassemblent. Cette démarche pourrait servir de brique de base permettant de mieux cibler les thématiques et les pratiques sur lesquelles organiser les espaces de dialogue ; de repérer les acteurs les plus à même de s'engager dans un projet, etc. L'outil pourrait être concentré dans un premier temps sur les membres de l'AG, et étendu dans un deuxième temps au cercle des contributeurs du réseau. Il pourrait être utile d'associer à la navigation cartographique une base ressources mettant à disposition une série de documents (fiches d'expériences, études, présentation d'activités, etc.) issues des acteurs recensés, sur chacune des thématiques.

Par ailleurs, la multiplication des **temps de rencontres physiques** semble nécessaire pour construire l'identité collective du réseau, générer des collaborations nouvelles, etc.

(Ces temps sont évoqués dans la section « Mise en dialogue », de même que la fonction « Apprentissage » du réseau).

En matière d'action commune :

L'équipe exécutive d'IR a appris à travailler avec une grande diversité de ses membres, à travers la multiplication récente de projets en consortium (Hub Rural, DDC, CFSI/Fondation de France, etc.). Mais ces consortia ont encore peu permis de créer une dynamique de réseau (répartition encore assez étanche des tâches et des financements). De plus, la mobilisation des membres dans les projets fait émerger des prémices de conflits d'intérêts, et de concurrences non formalisées qu'il est nécessaire de prévenir. Pour encourager les collaborations au sein du réseau sur des bases claires et collectives, nous recommandons notamment :

- **l'utilisation de la cartographie** des acteurs/compétences comme moyen de guider la mobilisation de tel acteur sur tel projet ;
- **la mise en place d'un processus de décision clair et transparent** en matière de mobilisation des membres ;
- **la promotion d'une logique « d'économie collaborative »** (ex : développement d'un fond d'étude géré en commun et incitant à la formation de consortia d'activités).

Les engagements communs :

Il serait utile de mettre sur la table la question de « l'intérêt » et des « responsabilités » d'un membre, pour mieux en clarifier le statut et le type d'implication qui l'accompagne.

Il s'agit également de clarifier encore davantage la vision commune que porte le réseau, et qui dépasse les intérêts et les besoins spécifiques de chaque acteur.

Pour permettre de **formaliser à la fois la vision commune, le statut de membres, et les règles de travail** en commun au sein d'IR, nous encourageons la reprise de l'idée de **construction d'une Charte** pour IR.

Information

Inter-réseaux construit aujourd'hui une grande partie de sa légitimité autour de sa mission d'information, utile et reconnue par ses membres et ses utilisateurs. Pour autant :

- L'équipe et le CA s'accordent aujourd'hui pour reconnaître que **le nombre important des produits d'information pèse lourd dans le travail de l'équipe exécutive**.
- On constate le besoin **d'une vision éditoriale plus forte**, qui permettrait de définir précisément les complémentarités, les redondances, et les priorités entre ces différents produits.
- On constate également que **le mode de production de l'information est aujourd'hui assez centralisé** autour de l'équipe exécutive, qui cherche à impliquer davantage son réseau dans la réalisation de ces produits.
- Enfin, **la fonction d'information reste aujourd'hui souvent pensée de manière assez autonome** des autres fonctions d'IR.

Pour renforcer la vision éditoriale globale des produits d'information, il serait utile donc de penser les produits d'information en **lien étroit avec les différentes « missions » d'IR**. Il s'agit d'un changement de culture: faire de la publication non pas une fin en soi mais un moyen : moyen d'informer, de mettre en dialogue, ou de mettre en réseau

- **En matière d'information**

Le contexte actuel étant celui d'une inflation très rapide des canaux et des produits d'information, l'enjeu se trouve surtout sur la production d'une veille/structuration/décryptage de l'information. Les **Bulletins de Veille (BdV)** remplissent bien ce rôle, et sont appréciés à ce titre. Les BdV garantissent la diversité des thèmes et des sujets abordés au sein d'IR et permettent de répondre à la diversité des besoins des utilisateurs. Une question demeure toutefois sur la multiplication des formats des bulletins de veille (BdV, BdV Thématiques, InfoRiz, etc.) et sur le besoin de diversifier encore davantage les sources de cette veille.

Si certaines collaborations peuvent être établies avec des structures également mobilisées sur la veille (Hub Rural, CTA...) ou avec certains membres experts de thèmes spécifiques, il semble toutefois nécessaire que la structuration globale et la diffusion de cette veille reste avant tout dans les mains de l'équipe exécutive.

- **En matière de dialogue**

La revue **Grain de Sel (GdS)** constitue aujourd'hui un lieu potentiel de dialogue très précieux, et insuffisamment exploité. Il serait utile de renforcer la mise en dialogue à la fois en amont et en aval de la publication des GdS (dans le cadre de « Commissions Thématiques » - voir section « Dialogue »). Il s'agirait donc d'intégrer les GdS dans une chaîne de « publications/dialogue » (chaîne plus ou moins longue en fonction du thème abordé). De plus, nous notons la nécessité de positionner davantage ces GdS (et ces chaînes de publications/dialogue) sur des thèmes de réflexion prospective et sur des sujets de « controverses » qui permettent de confronter une diversité de points de vue.

- **En matière de mise en réseau**

Les produits d'informations d'IR doivent également servir directement l'activité de mise en réseau. C'est l'objectif actuel du récent « **Bulletin du Réseau** » (BdR). Ce BdR est aujourd'hui difficile à mettre en place car les membres le perçoivent peu comme un outil de visibilité, et résistent à transmettre des informations sur leurs activités. Il s'agit d'investir davantage sur ce BdR, en le basant sur des formats courts, centrés sur les activités et actualités de chaque membre et de l'équipe. Le BdR pourrait être limité, dans sa phase pilote, autour des membres du réseau, puis s'élargir progressivement au 2^e cercle des contributeurs d'IR.

Par ailleurs, la création d'un format de type « **Expériences du réseau** » qui puisse valoriser les différents travaux de capitalisation réalisés (et souvent diffusés hors-collection) pourrait être intéressante à envisager.

Le site d'IR est perçu comme utile et riche mais il est encore insuffisamment utilisé. La refonte prévue du site devrait chercher à en faire un **espace plus interactif**, en faire davantage **une vitrine** utile pour les membres d'IR ; et en faire un outil de **recherche d'information plus accessible**.

Dialogue

Inter-réseaux reste dans une position privilégiée pour la mise en dialogue : étant donné son rôle de tiers-facilitateur neutre, ne portant pas lui-même un objectif d'influence et de défense d'intérêts ; étant donné aussi la diversité des acteurs qu'il mobilise.

Le POS de 2012 avait placé dans ses priorités la redynamisation des « Groupes de travail » (GT). Pourtant, dans la pratique, **cet axe de développement des activités est resté assez faible**. Cette faiblesse est liée notamment à :

- l'importance prise par d'autres activités (information, services, etc.) et donc le manque de temps et de moyens à consacrer à l'animation de ces GT ;
- la difficulté méthodologique d'animer ce dialogue étant donné la dimension internationale du réseau ;
- mais aussi à la faible disponibilité des membres et leur manque de visibilité sur les objectifs de ce dialogue.

Nous proposons de mettre en avant deux objectifs/formats bien différents de mise en dialogue que pourrait renforcer IR.

- **Les « Commissions Thématiques » :**

Elles visent la confrontation de points de vue et d'approches, autour d'une thématique (ex : GT Financement). Elles dépassent l'échange d'expériences pour dialoguer autour d'un sujet polémique sur lequel chaque acteur doit construire sa position stratégique. Étant donnée la position de tiers-facilitateur neutre d'IR, il semble difficile de chercher, dans ces espaces, à construire des positions communes ; d'autres espaces existent pour cela (Ex : C2A au niveau français). Ces CT ont d'autant plus d'intérêt pour les participants qu'elles sont pour eux un espace de visibilité (publication, mise en dialogue large, etc.) Construites sur du moyen terme (1 à 2 ans), elles sont en lien direct avec l'élaboration d'une série de produits éditoriaux (Bulletin de synthèse, Grain de Sel – au sein d'une chaîne « publication/dialogue »). Elles sont nécessairement limitées dans leur nombre, et

peuvent fonctionner avec une logique glissante. Les CT permettent de mettre en débat des sujets prospectifs et de se concentrer sur les controverses qui animent les acteurs du secteur.

- **La « Communauté de pratiques » :**

Au sein d'une « communauté de pratiques » formée par les membres du réseau et leurs partenaires, il s'agit de promouvoir l'apprentissage réciproque et le partage d'expériences spécifiques de terrain ; de permettre d'apprendre à mieux se connaître, à repérer des modes de faire innovants des autres, à identifier les manières de travailler ensemble, etc. (Ex : GT Commercialisation). Regroupant un petit nombre de participants, des sessions de partage d'expérience sont organisées en fonction des besoins, et sont centrées sur des pratiques spécifiques, innovantes.

Ces sessions constituent des « moments » d'apprentissage réciproque, qui peuvent se concentrer sur quelques rendez-vous d'échanges, sur des temps assez courts.

Pour faire vivre ces dynamiques de dialogue, il serait utile que l'équipe **renforce ses compétences d'animation** :

- pour articuler différentes approches de l'animation en fonction de la nature du dialogue concerné (controverse, échange de pratiques, recherche de solutions, etc.) ;
- pour planifier les phases d'un processus d'animation (mobilisation, facilitation des échanges, ressources pour enrichir le débat, etc.) ;
- pour affiner le type de leviers permettant d'éviter l'usure de la participation, etc.

Il s'agit également pour l'équipe de développer une **connaissance précise des acteurs** (leurs approches, leurs activités, leurs innovations, etc.) mobilisés sur chaque thème autour desquels elle anime le dialogue.

Le Modèle économique et Les nouvelles activités

Le contexte global de financement du secteur du développement a largement évolué au cours de ces dernières années. D'un côté, du fait de la montée en puissance des enjeux liés à l'agriculture et à l'alimentation dans les stratégies de coopération internationale ; de l'autre, du fait de la direction nouvelle des financements, de plus en plus directement orientés vers les institutions et les organisations des pays partenaires. Cette situation pousse les organisations françaises à revisiter les équilibres partenariaux, à se repositionner dans leurs modes d'accompagnement, et à repenser en profondeur leur modèle économique et la nature de leurs activités.

Un constat majeur, du côté d'IR est celui de la diversification des sources de financement, une diversification qui s'est avérée indispensable à son équilibre économique. En effet, aujourd'hui, selon les estimations de l'équipe, le financement structurant que représente la subvention de l'AFD permet de couvrir environ deux tiers des dépenses du secrétariat exécutif (salaires + bureaux). La mobilisation d'IR sur des nouveaux projets et prestations est ainsi apparue comme une nécessité économique incontournable pour « stabiliser » ce secrétariat exécutif.

Ces nouvelles sources de financement couvrent aujourd'hui des **activités de nature assez diverse** :

- certaines directement liées à une mission d'intérêt général (ex : publications),
- certaines favorisant l'échange et le dialogue entre quelques membres du réseau ; il s'agit donc d'un bénéfice collectif, mais plus restreint (ex : activités de mise en dialogue spécifiques)
- certaines, de type « appui / conseil », centrées sur un membre ou partenaire individuel.

Le débat porte donc sur le poids de ces différents types d'activité dans l'équilibre d'IR, et le type de règles permettant de garantir que la diversification des ressources ne va pas à l'encontre de la mission d'IR et de la dynamique de renforcement de son réseau.

Or ces nouvelles activités posent également de nouvelles questions :

- **La tension potentielle entre la part (et le temps de l'équipe) attribuée aux activités d'intérêt général d'IR, et la place occupée par les nouvelles activités d'appui-conseil plus individualisé.** Le constat actuel est que temps passé par l'équipe sur ces activités d'appui-conseil, notamment auprès des OP, augmente rapidement. Pour chaque nouvelle activité, il est donc nécessaire de repérer à quel cercle d'acteurs peuvent bénéficier les travaux engagés (bénéfice individuel, bénéfice de la mutuelle, bénéfice pour les contributeurs et lecteurs d'IR, etc.). La nature des travaux et la possibilité de diffusion de ces travaux au plus large public apparaissent comme l'un des premiers critères d'engagement dans de nouvelles activités.
- **La nature de l'implication de l'équipe exécutive dans les projets engageant Inter-réseaux, et plus précisément sa position face aux autres membres d'IR.** En effet, il peut exister une contradiction potentielle entre le besoin (notamment financier) d'implication du SE d'IR sur des projets et prestations, et le renforcement d'une logique collaborative, en réseau. En réalité, au cours de ces dernières années, on peut observer trois types de positions du SE au sein de ces nouvelles activités :
 - **Position d'intérêt général** : les travaux réalisés entrant directement dans la mission d'intérêt général d'IR.
 - **Position de bailleur intermédiaire** : une activité économiquement très porteuse pour le SE d'IR mais aussi l'une des plus critiques vis-à-vis de la nature partenariale de son réseau. Les conditions pour assumer sereinement cette position sont donc notamment: de fédérer des membres autour d'un financement auquel ils n'ont pas accès individuellement ; d'assumer une part collective de gestion de ce fond commun ; et d'être dans cette position de manière « choisie » et non contrainte.
 - **Position d'appui-conseil de membres individuels** : un moyen de renforcer l'expertise mais qui peut s'accompagner d'un danger de concurrence directe avec certains des membres. L'une des conditions pour assumer sereinement ce type d'activités serait la formalisation des « zones d'expertises » de l'équipe d'IR au sein de la cartographie des acteurs/compétences, au même titre que les autres membres.

Plusieurs autres critères ont été mis en avant pour permettre d'identifier de manière plus formalisée et transparente les activités nouvelles sur lesquelles peut s'engager le SE :

- **La possibilité de diffusion des résultats de ces projets.** Même si les projets et prestations peuvent accompagner en première ligne certains partenaires spécifiques, la question est de savoir s'ils peuvent bénéficier plus largement aux membres et utilisateurs d'IR.
- **Le coût.** Il s'agit d'éviter le risque de « concurrence déloyale » face au secteur (l'équipe d'IR étant subventionnée par ailleurs sur sa mission d'intérêt général), et d'éviter un décalage entre l'enveloppe financière et la réalité de la mobilisation de l'équipe.
- **Le temps long des projets et prestations.** IR étant notamment mobilisé sur un accompagnement méthodologique, le danger est le décalage entre une ambition de long terme et des enveloppes trop ponctuelles.
- **L'enveloppe restant à mobiliser** pour stabiliser le fonctionnement de l'équipe exécutive.

Gouvernance et modes d'organisation

La place et la nature des instances de gouvernance

Place du CA

Historiquement, Inter-Réseaux s'est construit autour d'un noyau d'acteurs très impliqués dans son pilotage, d'où l'existence d'un CA « fort », impliqué dans le suivi opérationnel des activités. On observe aujourd'hui un premier mouvement de rééquilibrage, l'équipe acquérant davantage d'autonomie dans la prise d'initiatives. La nécessité aujourd'hui semble être de **mobiliser le CA sur une fonction plus « stratégique »**, afin qu'il se concentre sur le « cap » (programmation globale d'IR, choix d'activités, analyse des risques stratégiques, etc.) davantage que sur le chemin quotidien. Pour cela, des chantiers stratégiques précis pourraient être confiés au CA, afin de nourrir le positionnement futur d'IR (chantiers de type : « Comment promouvoir des pratiques d'économie collaborative au sein d'IR? », « Quelle place pour les nouveaux services ? », Etc.)

Nature de l'AG

Etant donné l'élargissement rapide de l'AG à un grand nombre de nouveaux membres, l'enjeu est avant tout aujourd'hui d'accompagner leur intégration, et la construction de la nouvelle identité de réseau qui en découle. Un élargissement de l'AG à de nouveaux membres ne pourrait s'envisager qu'une fois cette intégration et cette mise en réseau plus effective.

Par ailleurs, si, historiquement IR a construit son réseau autour de membres individuels, il a toutefois intégré davantage de membres institutionnels ces dernières années. IR n'étant pas dans une fonction de représentation de ses membres, de portage d'une position commune au nom de ses membres, mais bien dans une logique de mutuelle, **la cohabitation de ces différents types de *membership* ne semble pas devoir être remise en cause.**

L'organisation de l'équipe exécutive

Le premier constat est qu'IR s'est doté d'une première base solide de fonctionnement, qui donne beaucoup de signes positifs par rapport à la période précédente. Nous notons notamment :

- la stabilité des personnes au sein de l'équipe ;
- le fonctionnement très collectif de l'équipe qui définit ses relations de manière assez horizontale et permet d'interagir sur les activités ;
- le travail très important fourni par l'équipe et reconnu par tous les partenaires ;
- la sécurisation administrative et financière acquise par IR, nécessaire quelques années après la création de l'association pour assurer sa légitimité.

Au cours de ces dernières années, l'équipe a cherché à multiplier les activités et les partenariats, et à développer le réseau. Elle a cherché à diversifier les sources de financement, afin de permettre à IR de changer de dimension. Cette multiplication des activités a effectivement vu le jour, plaçant, de fait, l'équipe face à **plusieurs défis organisationnels** :

Ancrage d'IR en Afrique de l'Ouest :

Il s'agit d'une ambition de longue date qui s'est concrétisée avec la création du bureau IR de Ouagadougou, accompagnant l'arrivée de nouveaux membres ouest-africains au sein de l'AG. L'installation de ce bureau est donc d'abord un choix politique pour le réseau :

- Il s'agit d'être plus près de ces nouveaux membres, de les faire dialoguer, de faire remonter des pratiques de terrain, d'identifier de nouvelles collaborations, etc.
- Par ailleurs, il est nécessaire de relier l'organisation future d'IR à l'évolution de son modèle économique : un accès plus facile à des financements issus d'institutions ouest-africaines peut être envisagé si le bureau régional se renforce, gagne en visibilité, et déploie encore davantage ses activités dans la région.

Toutefois, **le rôle de ce bureau est encore flou au sein du réseau**. Sa taille très réduite, sa faible proximité avec l'équipe de Paris, et la faible visibilité de ses activités ne l'aide pas à affirmer sa plus-value. De plus, le bureau tend aujourd'hui à fonctionner « en miroir » des activités du bureau parisien, et se positionne en grande partie comme un « exécutant » des activités (veille, production d'information, projets, etc.).

Au regard des ambitions d'IR de se définir comme un réseau « euro-africain », **il nous semble nécessaire de maintenir et renforcer le bureau Ouest-Africain d'IR**, étant donné l'importance des nouveaux projets dans la région, et l'importance du défi de mise en réseau/dialogue des membres de la région. Il s'agirait donc de rééquilibrer les effectifs de l'équipe entre ces deux bureaux régionaux (Europe/Afrique de l'Ouest), pour assurer le développement du bureau ouest-africain.

Le travail de définition des missions de ce bureau ouest-africain devrait se faire en dialogue étroit avec les membres de la région.

Il ne s'agit pas de promouvoir la stricte « autonomie » de chaque bureau (qui, prise littéralement, nuirait à la cohérence d'ensemble d'IR) ; il s'agit surtout :

- de mieux **assumer la différence des missions** et des fonctions de chaque bureau

- de s'assurer que chaque bureau puisse être **force de proposition** et avoir des **marges de manœuvre** pour déterminer les activités
- de renforcer le pilotage et la **coordination technique propre à chacun** de ces deux pôles.

En revanche, en matière de gestion et de reporting financier, il nous semble important de **conserver un cadre commun** pour l'ensemble de l'équipe et des activités d'IR.

Logique collégiale et niveau de spécialisation thématique des membres de l'équipe

La culture de l'équipe d'IR est très collégiale, un élément positif qui permet des croisements au sein de l'équipe et une flexibilité utile étant donnée la taille de cette équipe. Mais cette collégialité peut aussi être assez chronophage et court le danger d'une responsabilité collective « molle » sur chaque activité.

Nous incitons à une définition plus précise des responsabilités et une **plus grande spécialisation thématique** des membres de l'équipe pour gagner en expertise et en efficacité dans toutes les activités d'IR (spécialisation sous forme de binômes

« Responsable thématique » / « Correspondant thématique », issus des deux bureaux géographiques).

Planification des activités et coordination technique

L'équipe exprime le besoin d'une vision partagée du poids de chaque activité dans les temps de chacun. Ce besoin est d'autant plus important étant donné la diversification des activités, et la mise en place d'un double bureau (Paris-Ouagadougou).

Il serait utile pour l'équipe de mettre en place un **système plus précis de suivi et d'allocation du temps (« feuilles de temps individuelles »/« fiches missions »/« plans de charge individuels »)** afin d'assurer l'équilibre des charges, mais aussi de repérer les activités les plus lourdes pour ajuster l'engagement futur sur ces activités.

En parallèle, le développement de **nouveaux indicateurs financiers** pourraient permettre de piloter en permanence les compléments de ressources financières à rechercher et le poids financier de chaque activité au sein d'IR.

Par ailleurs, nous proposons une série d'évolutions au sein de l'équipe :

- La prise de responsabilité de deux membres de l'équipe dans une position de **Responsables Régionaux** (Paris-Ouagadougou), assumant la coordination technique de leurs bureaux respectifs, serait utile pour la construction du plan d'activités de chaque bureau, le pilotage et le *reporting* de ces activités, et le management d'un chargé de mission régional.
- Le **poste de Direction** articulerait la coordination administrative et financière générale, la veille et la représentation auprès des bailleurs; la coordination technique et RH générale (sur la base de nouveaux outils de pilotage des activités); et l'animation stratégique du réseau (sur la base des outils cartographiques).

PRESENTATION DES MEMBRES INSTITUTIONNELS D'IR EN QUELQUES MOTS

	<p>Afrique verte Internationale (AVI) œuvre au renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des OP et groupements de commercialisation pour qu'ils soient, au sein de la société civile, des interlocuteurs reconnus sur les questions de développement agricole et durable et étroitement associés à la définition des politiques sectorielles</p> <p>http://www.afriqueverte.org/</p>
	<p>Agriculteurs français et développement international (Afdi) souhaite être un vecteur d'échange entre le monde agricole des pays du Nord et du Sud. La sensibilisation du monde rural aux enjeux des agricultures en développement, les échanges culturels et techniques entre agriculteurs ou encore l'organisation de dialogues politiques entre organisations agricoles sont autant d'activités que l'association juge prioritaires.</p> <p>http://www.afdi-opa.org</p>
	<p>Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) met son expertise au service des petits agriculteurs et mène des projets de développement dans lesquels la préservation et la gestion durable des ressources naturelles (eau, terres, forêts) est un axe essentiel d'intervention. AVSF soutient et accompagne les communautés rurales les plus menacées par l'exclusion et la précarité. L'objectif est de les aider à se doter de revenus et de moyens d'existence durables afin qu'elles maîtrisent mieux les conditions de leur propre développement.</p> <p>http://www.avsf.org/</p>
	<p>L'association Améliorer la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles (Agter) entend contribuer à l'amélioration de la gouvernance de la terre, de l'eau et des ressources naturelles et à la conception de nouvelles formes de gestion des ressources naturelles et foncières adaptées aux défis du XXI^{ème} siècle. Elle assure la promotion d'un processus permanent de réflexion et d'apprentissage collectif, destiné à aider les membres des organisations de la société civile et les autres acteurs concernés à s'informer, à formuler des propositions et à les mettre en pratique.</p> <p>http://www.agter.asso.fr/</p>

	<p>L'Agence Corade est une entreprise de conseils et de formations. Elle s'identifie à une entreprise socialement engagée qui, tout en se finançant grâce ses prestations, s'engage dans l'appui à des dynamiques porteuses de changements durables aux plans social et environnemental. L'entreprise a pour ambition de promouvoir l'économie rurale en mettant l'accent sur le renforcement de l'autonomie et la responsabilité des individus, des communautés et institutions dans la prise en charge des défis du développement.</p> <p>www.corade.org</p>
	<p>A l'interface entre l'action et la recherche, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm) a pour objectif d'alimenter les réflexions des décideurs et des acteurs du développement en faisant avancer les débats, en expérimentant de nouvelles approches et en renforçant les capacités des acteurs, en particulier des organisations de producteurs.</p> <p>http://www.fondation-farm.org/</p>
	<p>Fert accompagne les agriculteurs dans la création d'organisations (groupements de producteurs, coopératives, caisses de crédit agricole, centres de formation ...) leur permettant d'apporter des solutions durables aux problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts.</p> <p>http://www.fert.fr/</p>
	<p>Le Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier est un réseau burkinabé de personnes de profil variés regroupant des gens travaillant et/ou s'intéressant à la problématique foncière, sous tous ces aspects, rural et urbain</p> <p>http://www.graf-bf.org/</p>
	<p>Innovation environnement développement Afrique (IED Afrique) est une organisation indépendante, à but non lucratif, basée au Sénégal, qui capitalise une quinzaine d'années d'expérience en Afrique de l'Ouest francophone. Elle intervient sur les problématiques de développement durable et de citoyenneté en Afrique en mettant l'accent sur les innovations méthodologiques et participatives. La démarche de IED Afrique est basée sur l'innovation méthodologique pour le renforcement des capacités des groupes vulnérables, la documentation des pratiques locales et l'information des politiques.</p> <p>http://www.iedafrique.org/</p>

	<p>Initiative prospective agricole et rurale (Ipar) est un espace de réflexion, de dialogue et de proposition pour des politiques agricoles et rurales concertées au Sénégal et dans la région ouest-africaine. Les activités de l'Ipar sont centrées autour de grandes thématiques d'intervention au cœur des enjeux actuels de l'agriculture : la démographie, l'emploi et les migrations, les politiques publiques, les performances et la productivité des exploitations familiales, le foncier et la gestion des ressources naturelles, l'appui aux organisations de producteurs.</p> <p>http://www.ipar.sn/</p>
	<p>L'activité de l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram) consiste à fournir des prestations de services, réalisées essentiellement dans le champ de la coopération internationale (mise en œuvre d'actions de développement, appui-conseil, études, formation, ...). Sur la base de ces interventions réalisées dans des contextes très divers, l'Iram a aussi pour rôle de promouvoir la capitalisation des expériences, la construction de partenariats de longue durée avec des acteurs du Sud, la contribution à des actions de plaidoyer, etc. Le groupe Iram réunit deux entités : l'association Iram et Iram Développement.</p> <p>http://www.iram-fr.org/</p>
	<p>Le réseau des Journalistes en Afrique pour le Développement (JADE) du Burkina Faso est une section de Jade Afrique, association professionnelle de journalistes spécialisés dans la production multimédia, l'édition, la communication pour le développement et la formation.</p> <p>http://www.jadeproductions.info/</p>
	<p>L'objectif du Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares) est de contribuer à une meilleure connaissance des dynamiques régionales sur le plan social, politique et économique en Afrique de l'Ouest et du centre.</p> <p>http://lares-benin.org</p>
	<p>Le Réseau Billital Maroobé (RBM) est un cadre régional ouest africain de référence des éleveurs et pasteurs qui œuvre pour la défense des intérêts de ses membres au plan économique, politique, social et culturel. Il se donne comme mission de parvenir à une véritable sécurisation de l'économie pastorale, en suscitant et accompagnant toutes les initiatives d'organisation et d'appropriation des innovations techniques, en œuvrant pour le rétablissement de l'équilibre écologie/effectifs du cheptel.</p> <p>http://www.maroobe.org/</p>

	<p>Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a pour objectifs de promouvoir et défendre les valeurs d'une agriculture paysanne performante et durable au service des exploitations familiales et des producteurs agricoles ; d'informer et former les membres des OP et des associations de producteurs ; d'encourager et accompagner la concertation et la structuration des organisations paysannes et des producteurs en vue de leur participation/implication dans la définition, la mise en oeuvre des politiques et programmes de développement des secteurs agricoles et ruraux ; de promouvoir la solidarité entre les organisations paysannes et de producteurs agricoles membres ; d'assurer la représentation de ses membres aux niveaux régional et international ainsi que la concertation avec les autres organismes similaires de la région et du monde.</p> <p>http://www.roppa.info/</p>
	<p>Le SAILD, conscient de la domination que subissent les paysans par rapport aux autres catégories socioprofessionnelles, proclame comme finalité de sa mission, la valorisation du statut du paysan. Il oriente ses actions vers l'éclosion des forces socio-économiques paysannes, pour un rééquilibrage des forces sociales en faveur des paysans. Le SAILD vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des paysans et au renforcement économique et organisationnel des composantes du mouvement paysan.</p> <p>http://www.saild.org/</p>
	<p>La SNV vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et à la promotion de la bonne gouvernance. Elle s'est orientée vers les organisations intermédiaires qui jouent un rôle important dans le développement local. Ses appuis répondent généralement à un besoins en renforcement des capacités, la mise à disposition des compétences et un changement d'attitude.</p> <p>http://www.snvworld.org/</p>
	<p>L'objectif général poursuivi par SOS Faim est de réduire la faim et la pauvreté en milieu rural, en soutenant l'agriculture paysanne et ses acteurs dans les pays en développement, plus particulièrement via les organisations paysannes ainsi que les institutions de microfinance. Mais aussi en sensibilisant et mobilisant les populations du Nord afin d'influencer les politiques ayant un impact sur la faim et la pauvreté dans les pays en développement.</p> <p>http://www.sosfaim.org/</p>